A n n e x e s

A n h a n g

1-10

au procès-verbal n° 13

du 21 novembre 2013

zum Stadtratsprotokoll Nr. 13

vom 21. November 2013

Annexe n° 1

Réponse

au postulat urgent 20130203, Caroline Jean-Quartier et Samantha Dunning, Groupe socialiste, Des places d'apprentissage pour les Romands et les Alémaniques à Bienne!

Le postulat demande que le Conseil municipal mène une étude sur l'offre et la demande de postes d'apprentissage pour les jeunes biennois ainsi que la communication y afférente. La disparition du projet «aJir» en août 2013 risque de créer des difficultés à l'égard de certains jeunes, en particulier ceux qui connaissent des difficultés de formation. C'est pourquoi le postulat demande à la Ville de réfléchir à des moyens alternatifs pour soutenir le passage de l'école au marché du travail pour ce groupe à risques.

Le Conseil municipal reconnaît le bien-fondé de la préoccupation des auteures du postulat. Des réponses adéquates doivent être élaborées pour les jeunes en quête d'une place d'apprentissage. Aux yeux du Conseil municipal, la formation professionnelle est un sujet important. La transition entre la scolarité obligatoire et la formation professionnelle mérite une grande attention. Cependant, il est important de rappeler que le développement, la promotion et le pilotage des offres de formation professionnelle initiale ressortent de la compétence du canton. C'est la Direction de l'instruction publique du Canton de Berne qui est responsable de l'organisation et de la surveillance de l'apprentissage. La Ville partage avec le canton la responsabilité de gérer le degré secondaire I, dont un des objectifs essentiels est d'assurer l'orientation professionnelle des jeunes. Dans cette démarche, les collèges secondaires sont soutenus par l'orientation professionnelle cantonale.

La disponibilité des places d'apprentissage dépend finalement des employeurs potentiels. La Ville ne peut avoir qu'une influence limitée sur leurs intentions en matière de formation professionnelle.

Même si les possibilités restent étroites, les enjeux liés au passage à la vie professionnelle sont primordiaux. Le passage du degré secondaire I ou II à la vie professionnelle est également traité dans l'étude du Canton de Berne sur le pourcentage élevé des bénéficiaires de l'aide sociale à Bienne. Il est particulièrement important d'éviter une carrière dite d'aide sociale aux jeunes issus de familles bénéficiaires de l'aide sociale par une intégration sur le marché du travail.

Pour assurer un investissement adéquat des ressources à disposition, une étude approfondie de la situation se justifie pleinement.

A propos des questions soulevées par les auteures du postulat, le Conseil municipal peut déjà avancer quelques réflexions, tout en sachant que les éléments présentés doivent être approfondis.

Remplacement des prestations proposées par aJir.
Il serait pertinent de mener une étude sur l'offre et la demande de postes d'apprentissage ainsi que sur l'existence d'autres services d'orientation pour les jeunes en difficulté. En effet, les résultats de cette recherche permettraient de faire des constatations sur la situation actuelle du marché du travail et de proposer ensuite des actions plus concrètes, notamment pour améliorer l'accompagnement des jeunes en fin de scolarité. Il s'agit également de vérifier si d'autres organisations déjà existantes sont en mesure de prendre le relais.

Rôle du canton dans l'aide à la recherche de places d'apprentissage pour les jeunes Biennoises et Biennois.

Le canton offre, au travers des centres d'orientation professionnelle, différentes prestations: conseil individuel, infothèque, séances d'information sur les métiers et les écoles, soutien aux membres du corps enseignant pour le cours de préparation au choix professionnel et offres de soutien particulières (Case Management, Offres Junior). De plus, des renseignements sont mis à disposition par le Service d'information sur les places d'apprentissage (SIPA). Ce service recense les places de préapprentissage du canton de Berne qui ont été annoncées par des entreprises formatrices à l'Office de l'enseignement secondaire du 2e degré et de la formation professionnelle. La recherche individuelle d'une place d'apprentissage est une tâche à accomplir conjointement par les enseignants et les jeunes. Les possibilités d'une meilleure coordination des offres méritent d'être examinées.

Soutien de la Ville de Bienne aux jeunes cherchant une place d'apprentissage.
La transmission de l'information, l'accompagnement et le soutien aux jeunes sont assurés principalement par les enseignants et enseignantes. La nécessité d'un appui supplémentaire doit être évaluée. Il faut souligner qu'actuellement, le passage entre le secondaire 1 et 2 est assuré pour 95% des élèves concernés.

Informations détaillées en matière de places d'apprentissage.
Les statistiques dans ce domaine sont réalisées par le canton. Les données sont disponibles à l'Office de l'enseignement secondaire du 2e degré et de la formation professionnelle. Les SSIP ainsi que le travail de jeunesse jouent également un rôle important. Le ville doit avoir le souci d'assurer que les offres cantonales soient correctement engagées. Il s'agit également d'étudier l'adéquation entre les offres de formation et les besoins du monde du travail.

Position du Conseil municipal face à l'exil des jeunes biennois dans des communes francophones
La situation économique est un facteur important influençant le nombre de places d'apprentissage proposées par les entreprises privées. La crise actuelle implique que les jeunes ont plus de difficultés à trouver une place d'apprentissage. Une certaine mobilité s'avère nécessaire. Le Conseil municipal s'engage pour maintenir les classes de formation professionnelle à Bienne et, par ce moyen, veut encourager les entreprises locales à engager tant des apprentis francophones que germanophones.

Imposition d'un quota de places d'apprentissage pour les Romands dans des entreprises biennoises
La Ville ne dispose pas de moyens légaux pour une telle imposition.

Critères d'engagement et nombre de places d'apprentissage
Actuellement, le Ville n'a pas établi de critères prioritaires pour l'engagement des apprentis. Le nombre de places d'apprentissage dans l'administration biennoise a évolué comme suit depuis 2009:

Année	**2009 - 2010**	**2010 - 2011**	**2011 – 2012**	**2012 - 2013**	**2013 - 2014**
Nombre de places d'apprentissage	73	75	93	109	110

Au vu de ce qui précède, le Conseil municipal propose au Conseil de ville d'adopter le postulat 20130203.

Bienne, le 3 juillet 2013

Au nom du Conseil municipal

Le maire:	Le vice-chancelier:
Erich Fehr	Julien Steiner

Annexe: postulat urgent 20130203

Vorstoss Nr./Interv. no: 130203
Termin GR/Délai CM: 3.7.2013
Direktion/Direction: BKS
Mitbericht/Corapport: PSS

Postulat urgent

Stadtkanzlei/Chancellerie municipale

Des places d'apprentissage pour les Romands et les Alémaniques à Bienne !

Le programme ajir ne pouvant être prolongé, faute de financement, nous souhaitons alors connaître les projets que compte mettre en œuvre le Conseil municipal pour remplacer l'offre d'ajir et trouver d'autres solutions. Nous demandons au Conseil municipal de mener une étude sur l'offre et la demande de poste d'apprentissages pour les jeunes biennois ainsi que la communication y afférent. Il est primordial pour nous que les jeunes puissent se former professionnellement plutôt que de se retrouver à l'aide social.

Nous désirons, entre autres réflexions, que les questions ci-dessous soient prises en compte dans l'étude.

- Comment la ville compte-t-elle remplacer les prestations proposées par ajir ?
- Quel est le rôle du canton dans l'aide à la recherche de places d'apprentissage pour les jeunes biennoises et biennois ?
- Que fait la ville pour transmettre les informations, entre autres du canton, aux intéressés (jeunes, enseignants, responsables dans l'insertion professionnelle, entrepreneurs, etc.) ?
- Que fait la ville pour faciliter l'accès aux places d'apprentissage pour les jeunes tant pour les alémaniques que pour les francophones ?
- La ville tient-elle des statistiques aux niveaux des places d'apprentissage pour les Romands et les Alémaniques ainsi que du nombre de jeunes (francophones et alémaniques) n'ayant pas de solutions postscolaires ?
- Qu'entreprend la ville pour soutenir les jeunes francophones qui ne trouvent pas de places d'apprentissage, les entreprises biennoises favorisant plutôt des places d'apprentissages en allemand ?
- Comment se positionne le Conseil municipal face à des jeunes biennois étant obligés de s'exiler dans des communes francophones ?
- La ville pourrait-elle envisager d'imposer un quota de places d'apprentissage pour les Romands dans des entreprises biennoises ?
    - Si oui, de quelle manière pourrait-elle procéder ?
- A quel nombre s'élève le nombre d'apprentis romands et alémaniques dans l'administration biennoise ?
- Quels sont les critères d'engagement d'apprentis prioritaires mis en avant par la ville (langues, âge, genre, immigration, AI, etc.) ?

Bienne, le 16 mai 2013

Pour le groupe socialiste,
Caroline Jean-Quartier et Samantha Dunning

Geht an: E & J
☐ zur Kenntnis
☐ zur Stellungnahme
☒ zum Antwortentwurf
☐ zur Erledigung
Frist bis: 10.6.13
Datum: 24.5.13
Der Direktionssekretär:

Annexe n° 2

Beantwortung

Der dringlichen Interpellation 20130159 Peter Bohnenblust, FDP, "Überfällige Verordnung für den Vollzug des Polizeireglements"

Mit der dringlichen Interpellation werden dem Gemeinderat folgende Fragen unterbreitet:

1. **Wann endlich werden die Ausführungsbestimmungen zum Polizeireglement durch den Gemeinderat erlassen?**

2. **Auf wann ist vorgesehen, diese Verordnung in Kraft zu setzen?**

3. **Warum wurden diese Ausführungsvorschriften nicht gleichzeitig mit dem Polizeireglement auf den 01.03.2013 erlassen?**

4. **Gibt es eine Pendenzenliste für solche Geschäfte?**
   4.1 Falls ja, wer führt diese?
   4.2 Falls nein warum nicht?

5. **Wer trägt – nebst dem Gemeinderat – für diese Unterlassung die Verantwortung: die alte Direktorin oder der neue Direktor, oder beide oder ....?**

Der Gemeinderat beantwortet die gestellten Fragen wie folgt:

Einleitend ist festzuhalten, dass auch der Gemeinderat die Auffassung vertritt, dass die Verordnung zum Polizeireglement notwendig ist und entsprechend erlassen werden soll. Der Gemeinderat vertritt jedoch auch die Auffassung, dass die in die Verordnung aufzunehmenden Bestimmungen umfassende Auswirkungen auf die städtische Bevölkerung haben können, weshalb es sich als angebracht erweist, den erwähnten Inhalt auf sorgfältige und überlegte Art zu erarbeiten, was seine Zeit braucht.

Beantwortung der Frage 1.
Der Gemeinderat beabsichtigt, die besagte Verordnung nach den Sommerferien zu verabschieden.

Beantwortung der Frage 2.
Die Verordnung soll auf anfangs Oktober 2013 in Kraft gesetzt werden.

Beantwortung der Frage 3.
Zum Zeitpunkt der Einreichung des entsprechenden Stadtratsgeschäfts bei der Stadtkanzlei durch die damalige Sicherheitsdirektion war nicht absehbar, wie viele materielle Änderungen der Stadtrat anlässlich der zweiten Lesung am Reglementsentwurf noch vornehmen würde. Der vorgelegte Entwurf war bekanntlich inhaltlich rege und in den unterschiedlichsten Regelungsbereichen diskutiert worden und es waren entsprechend diverse Änderungsvorschläge unterbreitet worden. Aufgrund der evidenten und zahlreichen materiellen Unsicherheiten konnte kein Verordnungsentwurf ausgearbeitet werden, welcher dem definitiv vom Stadtrat verabschiedeten Text entsprochen hätte.

Diverse Punkte, welche in der Verordnung zu regeln sind, waren damals noch inhaltlich zu klären (Umfang der Ausnahmen zur Hundeleinenpflicht, zusätzliche Einschränkungen der Strassenprostitution). Auch aus diesen Gründen war der Erlass der Verordnung noch nicht angezeigt.
Schliesslich schwebte die Vorlage zum damaligen Zeitpunkt unter Referendumsankündigungen, weshalb weitere Unsicherheiten bezüglich den definitiven Inhalt der neuen Bestimmung bestanden. Bei dieser Ausgangslage eine Verordnung zu erarbeiten, schien nicht sinnvoll.

Beantwortung der Frage 4.
Die Geschäftskontrolle des Gemeinderates, welche durch die Stadtkanzlei geführt wird, gewährleistet die Kontrolle von Vollzugsfristen, welche der Gemeinderat den Direktionen im Einzelfall setzt. Bezüglich der Ausarbeitung eines Verordnungsentwurfs zum Ortspolizeireglement hat der Gemeinderat der zuständigen Direktion, aus den bereits unter Ziffer 3 erwähnten Gründen, keine konkrete Frist gesetzt. Selbstverständlich verfügen auch die Direktionen und Abteilungen über geeignete Instrumente zur Geschäftskontrolle.

Schliesslich kann das Ortspolizeireglement weitgehend unabhängig vom Erlass einer Verordnung vollzogen werden, weshalb sich das beschriebene Vorgehen auch unter diesem Blickpunkt rechtfertigte. Damit konnte der zuständigen Direktion der notwendige Spielraum verschafft werden, die offenen und auf dem Verordnungsweg zu regelnden Fragen hinlänglich zu prüfen.

Beantwortung der Frage 5.
Wie aus den vorstehenden Antworten hervorgeht, kann nicht von einer Unterlassung und noch weniger von Schuldzuweisungen die Rede sein.

Biel, 19. Juni 2013

Namens des Gemeinderates

Der Stadtpräsident: Die Stadtschreiberin:

Erich Fehr Barbara Labbé

Beilage:
- Kopie des Vorstosses

Direktion Soziales und Sicherheit

Eing. - 2. Mai 2013

Direction de l'action sociale et de la sécurité

FDP Die Liberalen | PRR Les Radicaux Romands | EVP Evangelische Volkspartei | EDU UDF Eidgenössisch-Demokratische Union / Union Démocratique Fédérale / Unione Democratica Federale

Vorstoss Nr./Intern. no. 130159
Termin: [illegible] CM: 19.6.13
Direktion/[illegible]: DSS
Mitbericht/Corrapport: PRA

Stadtkanzlei/Chancellerie municipale

Dringliche Interpellation

Überfällige Verordnung für den Vollzug des Polizeireglements

Bekanntlich wurde durch Beschluss des Stadtrates im November 2012 das Polizeireglement gemäss Antrag des Gemeinderates auf den 1. März 2013 in Kraft gesetzt (und nicht bereits auf den 1.1.2013, wie zuerst vorgesehen). In Ziffer 2 des Beschlusses wurde der Gemeinderat „mit dem Vollzug, insbesondere dem Erlass der notwendigen Ausführungsvorschriften, beauftragt"
Auf dem Internet ist immer noch die Vollzugsverordnung vom 18.11.1977 aufgeschaltet, die nicht mehr in Kraft ist.
Auf Nachfrage wurde mitgeteilt, dass die neue Verordnung derzeit (11. April 2013) erst in der direktionsinternen Vorbereitung befindet?
Es ist unverständlich, dass ein Reglement, das so lange in Behandlung war und sogar einer zweiten Lesung unterzogen wurde, nicht mit dem in Krafttreten die notwendige Verordnung erlassen wurde. Noch unverständlicher ist diese Tatsache, wenn man weiss, dass ein erster „Grobentwurf" zu dieser Verordnung vom 9. März 2012 besteht, der dem Bericht vom März 2012 zur ersten Lesung beigefügt wurde.
Ausführungsbestimmung (vgl. Art. 32) Kompetenzzuordnung (Art. 2 und 36) oder auch der Bestimmung der Zonen, in denen die Hunde nicht an der Leine geführt werden müssen (Art. 17) sind notwendig, damit das Polizeireglement auch angewendet und umgesetzt werden kann. Auch liegt ein diesbezüglicher Auftrag des Stadtrats vor.
Es stellen sich in diesem Zusammenhang diverse Fragen:

1. Wann endlich werden die Ausführungsbestimmungen zum Polizeireglement durch den Gemeinderat erlassen?
2. Auf wann ist vorgesehen, diese Verordnung in Kraft zu setzen?
3. Warum wurden diese Ausführungsvorschriften nicht gleichzeitig mit dem Polizeireglement auf den 1.3.2013 erlassen?
4. Gibt es eine Pendenzenliste für solche Geschäfte?
   - 4.1 Falls ja, wer führt diese?
   - 4.2 Falls nein, warum nicht?
5. Wer trägt - nebst dem Gemeinderat - für diese Unterlassung die Verantwortung: die alte Direktorin oder der neue Direktor, oder beide oder....?

Biel/Bienne 25. April 2013

Peter Bohnenblust, FPD.Die Liberalen

Annexe n°3

Beantwortung

der dringlichen Motion 20130230, Sandra Schneider, Fraktion SVP/die Eidgenossen, „Mantelnutzung optimieren: Mehr Räumlichkeiten für Sportler schaffen und Hockey-Akademie nach Biel holen!"

Die Motionärin sieht eine Chance für die Sportstadt Biel darin, dass in den Stades de Bienne zusätzliche Räumlichkeiten für Trainingslager, Kurzaufenthalte und mehrtägige Turniere geschaffen werden. Zusätzlich regt die Motionärin an, dass Biel der sog. "Hockey-Akademie" eine Heimat bieten solle.

Formelles

Mit dem vorliegenden Vorstoss werden dem Gemeinderat Anregungen für strategische Stossrichtungen unterbreitet, aber keine Forderungen gestellt, welche in konkrete Beschlüsse in der Kompetenz des Stadtrates gekleidet werden könnten. Die vorliegenden Begehren sind deshalb nicht motionsfähig und der Vorstoss kann nur in Form eines Postulats entgegen genommen werden.

Allgemeines / Zusatzräume

Im Rahmen der Volksabstimmung vom 7. Dezember 2007 haben die Bielerinnen und Bieler dem Erwerb der Stades de Bienne durch die Einwohnergemeinde Biel für einen Betrag von CHF 77 Mio. - sowie verschiedenen weiteren damit verbundenen Geschäften - zugestimmt. Grundlage für den bewilligten Kredit von CHF 77 Mio. war ein detailliertes Pflichtenheft, welches nun im Rahmen der Erstellung der Stades de Bienne von der Totalunternehmerin HRS umzusetzen ist. Jede Bestellungsänderung oder -ergänzung löst daher grundsätzlich Zusatzkosten zu Lasten der Stadt Biel aus, welche nicht vom finanzkompetenten Organ genehmigt und damit unzulässig sind. Natürlich bietet ein Grossobjekt wie die Stades de Bienne immer gewisse Optimierungsmöglichkeiten und es müssen Änderungen aufgrund neuer Erkenntnisse umgesetzt werden. Diese können oftmals auch durch Verzichte bei anderen Anlageteilen kompensiert werden. Ausgeschlossen ist aber eine unkontrollierte Ausweitung des Auftragsumfangs, wie er von der Motionärin angeregt wird, da dafür keine Rechtsgrundlage besteht und andererseits die finanzielle Lage der Stadt Biel dies nicht gestattet. Im Rahmen dieser Spielräume und mit Blick auf die mögliche Ansiedlung des Leistungszentrums Eishockey prüfen die Projektverantwortlichen laufend Optimierungsmöglichkeiten im vorstehend genannten Sinne.

Hockey-Akademie

Die Motionärin hat offensichtlich Kenntnis davon, dass diesen Frühling die Pläne des Schweizerischen Eishockeyverbandes (SEHV) gescheitert sind, die sog. "Hockey Akademie", welche offiziell als Leistungszentrum bezeichnet wird, in Winterthur zu realisieren. Der Stadtpräsident stand bereits seit rund zwei Jahren mit dem SEHV in dieser Thematik in losem Kontakt, aber solange die Option Winterthur aktuell war, bestand von Seite SEHV kein Interesse an einer Alternative in Biel. Nachdem das Scheitern der Pläne in Winterthur bekannt wurde, hat der Stadtpräsident am 17. Mai 2013 erneut mit dem Präsidenten des SEHV Kontakt aufgenommen und bereits einen Monat später konnte ein erstes persönliches Gespräch zwischen einer Delegation des SEHV und einer Vertretung der Stadt Biel stattfinden. Die Stadt Biel kennt nun die grundsätzlichen Anforderungen des SEHV für sein Leistungszentrum und würde sich freuen, wenn sie ein Angebot unter Ausnutzung

von Synergiepotenzialen machen könnte, welches den Bedürfnissen des SEHV entspricht und auch finanziell für beide Seiten machbar ist. Der Gemeinderat spricht sich aber bei allem Interesse an der Ansiedlung des Leistungszentrums in Biel dagegen aus, dass aus Steuergeldern ein Beitrag an die Betriebskosten für die Bedürfnisse des SEHV geleistet wird. Die Steuerzahlenden in der Stadt Biel würden dies angesichts der angespannten Finanzlage nicht verstehen und es wäre auch zu befürchten, dass ein Einsatz finanzieller Mittel in diesem Bereich angesichts der angespannten städtischen Finanzlage fast zwangsläufig zu Lasten des Breitensports resp. der ortsansässigen Vereine gehen würde, was der Gemeinderat ablehnt. Die finanzielle Machbarkeit muss deshalb auf anderen Wegen angestrebt werden. Aktuell laufen die entsprechenden Überlegungen und Berechnungen; mit ersten Ergebnissen ist in den kommenden Monaten zu rechnen. Dazu gehört auch die Frage einer zusätzlichen Eisfläche.

Selbstverständlich würde der Zuzug des Leistungszentrums auch das Sport-Kultur-Studium weiter stärken, da dieses von einem noch breiteren Kreis an jungen Leuten in Anspruch genommen würde. Dies wäre sowohl eine inhaltliche Bereicherung als auch eine zusätzliche Absicherung dieses noch immer keine definitive Struktur aufweisenden Angebots, welches eine für unsere Stadt grosse und sehr positive Ausstrahlung in die ganze Schweiz hinaus bewirkt.

Die Antworten auf die einzelnen Fragen der Motionärin, welche den Charakter einer Interpellation haben, ergeben sich aus den oben stehenden Ausführungen und werden deshalb an dieser Stelle nicht wiederholt.

Gestützt auf die vorstehenden Ausführungen beantragt der Gemeinderat die Motion in ein Postulat umzuwandeln, erheblich zu erklären und als erfüllt abzuschreiben.

Biel, 14. August 2013

Namens des Gemeinderates

Der Stadtpräsident:	Der Vize-Stadtschreiber:
Erich Fehr	Julien Steiner

Beilage: Dringliche Motion 20130230

Vorstoss-Nr./Motiv. no: 130230
Termin GR/Délai CM: 28.08.13
Direktion/Direction: PRA
Mitbericht/Corapport: BKS

Dringliche Motion

Stadtkanzlei/Chancellerie municipale

Mantelnutzung optimieren: Mehr Räumlichkeiten für Sportler schaffen und Hockey-Akademie nach Biel holen!

Biel rühmt sich als Sportstadt – und dies zu Recht: Biel und Magglingen sind Sitz von Swiss Tennis, dem nationalen Trainingszentrum der Kunstturner und des Bundesamts für Sport (BASPO). Bald folgen die nationalen Leistungszentren der Curler und der Frauenfussballer. Durch die vermehrten Aktivitäten und Events der Sportvereine wird unsere Stadt auch in anderen Gebieten gefordert sein: Die Nachfrage nach Trainings- und Konferenzräumlichkeiten steigt, vor allem werden die Bedürfnisse für zweckmässige und kostengünstige Übernachtungsmöglichkeiten immer grösser. Diese Räumlichkeiten fehlen heute und müssen erst noch geschaffen werden. Die Idee dahinter ist, dass Sportler diese Räumlichkeiten für Trainingslager, für Kurzaufenthalte oder für mehrtägige Turniere nutzen können.

Weiter kommt hinzu, dass Swiss Ice Hockey immer noch einen Sitz für ihre geplante Hockey-Akademie sucht. Für Biel bietet sich hier die einmalige Chance, diese Akademie ins Seeland zu holen und mit den Stades de Bienne einem Verband mit internationaler Ausstrahlung eine Heimstätte zu bieten. Gemäss heutigem Planungsstand wird das neue Eisstadion jedoch weniger Eisflächen aufweisen als jetzt. Die Schaffung eines zusätzlichen, dritten Eisfeldes – konzipiert als Ganzjahres-Eisfeld – wäre eine optimale Ergänzung. Dadurch liessen sich Synergien mit dem BASPO nutzen, von denen auch Bobfahrer, Shorttrack- und Eiskunstläufer profitieren und die Stades de Bienne so landesweit als attraktive Trainingsstätte bekannt machen.

Biel muss diese Chance aber jetzt nutzen. Die Stades de Bienne befinden sich momentan im Bau. Es ist aber immer noch problemlos möglich, auf die Wünsche und Bedürfnisse der Sportvereine umfassend Rücksicht nehmen zu können.

Aus diesen Gründen fordere ich den Gemeinderat auf:

1. *Die Mantelnutzung ist verstärkt für die Schaffung von zusätzlichen Räumlichkeiten für die Sportler auszurichten. Dies beinhaltet insbesondere die Errichtung zweckmässiger Übernachtungsmöglichkeiten und zusätzlichen Trainings-, Umkleide- sowie Konferenz-Räumen.*
2. *Die Schaffung eines zusätzlichen, dritten Eisfeldes, welches als Ganzjahres-Eisfeld konzipiert ist.*
3. *Die Stadt Biel nimmt Kontakt und Verhandlungen mit Swiss Ice Hockey auf, damit die geplante Hockey-Akademie nach Biel kommt.*

Sandra Schneider
Fraktion SVP/Die Eidgenossen

Biel/Bienne, 06.06.2013

10

Annexe n° 4

Beantwortung

der dringlichen Interpellation 20130231, Sandra Schneider, Fraktion SVP/die Eidgenossen, „Stades de Bienne: Inwieweit wurden die Sportklubs und -verbände in die Planung miteinbezogen?“

Die Interpellantin geht davon aus, dass bei den künftigen Nutzern der Stades de Bienne Unsicherheiten darüber bestehen, inwieweit ihre Bedürfnisse und Eingaben in die Planung für die Stades de Bienne einbezogen worden sind. Sie betrachtet den umfassenden Einbezug der Wünsche der Sportvereine und -verbände als unabdingbar und stellt dem Gemeinderat in diesem Zusammenhang verschiedene Fragen.

Grundsätzliches

Es besteht immer und bei allen Infrastrukturprojekten ein Spannungsfeld zwischen den Benutzeranforderungen und den finanziellen Möglichkeiten des Gemeinwesens, welche gegeneinander abgewogen werden müssen. Im Falle der Stades de Bienne wurden die künftigen Nutzer bereits in den Jahren 2006/07 in die Erarbeitung des Pflichtenheftes einbezogen. Dabei galt der Grundsatz, dass sachlich begründete und finanzierbare Wünsche aufgenommen wurden. Das Pflichtenheft garantiert die Realisierung von sog. "homologierbaren" Stadien, welche den Anforderungen der Sportverbände, der Sicherheits- und der Baubehörden entsprechen.

Gestützt auf diese Vorbereitungsarbeiten haben die Bielerinnen und Bieler anlässlich der Volksabstimmung vom 7. Dezember 2007 dem Erwerb der Stades de Bienne durch die Einwohnergemeinde Biel für einen Betrag von CHF 77 Mio. - sowie verschiedenen weiteren damit verbundenen Geschäften - zugestimmt. Grundlage für den bewilligten Kredit von CHF 77 Mio. war das vorstehend erwähnte, detaillierte Pflichtenheft, welches nun im Rahmen der Erstellung der Stades de Bienne von der Totalunternehmerin HRS umzusetzen ist. Jede Bestellungsänderung oder -ergänzung löst daher grundsätzlich Zusatzkosten zu Lasten der Stadt Biel aus, welche nicht vom finanzkompetenten Organ genehmigt und damit unzulässig sind. Natürlich bietet ein Grossobjekt wie die Stades de Bienne immer gewisse Optimierungsmöglichkeiten und es müssen Änderungen aufgrund neuer Erkenntnisse umgesetzt werden. Diese können oftmals auch durch Verzichte bei anderen Anlageteilen kompensiert werden. Unbedingt zu verhindern ist aber eine unkontrollierte Ausweitung des Auftragsumfangs, wie er resultieren würde, wenn man der Motionärin folgen und die umfassende Berücksichtigung aller Anliegen der Sportvereine und -verbände zur Prämisse machen würde.

Zu den einzelnen Fragen

1. Es ist nicht möglich eine detaillierte Aufstellung aller jemals zur Diskussion gestellten und später übernommenen Anforderungen der Sportvereine und -verbände zu erstellen, da die entsprechenden Diskussionen schon Jahre zurück liegen und in einem iterativen Prozess geführt wurden.

2. Es ist nicht möglich eine detaillierte Aufstellung aller jemals zur Diskussion gestellten und später verworfenen Anforderungen der Sportvereine und -verbände zu erstellen, da die entsprechenden Diskussionen schon Jahre zurück liegen und in einem iterativen Prozess geführt wurden.

3. Die Vereine wurden über diese Raumaufteilung informiert und sind damit im Grundsatz einverstanden, auch wenn naturgemäss weiterhin Zusatzwünsche bestehen. Für den Gemeinderat ist entscheidend, dass die Stadien auf der Basis des Pflichtenhefts homologiert werden können.

4. Auch diese Bedürfnisse werden im gesetzlichen und reglementarischen Umfang entsprechend den heutigen Bedürfnissen abgedeckt. Es ist aber zu beachten, dass die Lebensdauer der Stades de Bienne mehrere Jahrzehnte beträgt und deshalb so gebaut sein müssen, dass sie auch an sich im Laufe der Zeit verändernde Nutzungsbedürfnisse und -gewohnheiten ohne unverhältnismässige Aufwendungen angepasst werden können. Der geeignete Einbezug der Nutzer ist nach Auffassung des Gemeinderates nicht nur bei der Planung und der Realisierung von Bedeutung, sondern auch im laufenden Betrieb, insbesondere wenn Veränderungen und Anpassungen notwendig werden. Die dafür notwendigen Ansprechstellen und Gefässe existieren bereits weitgehend, müssen aber allenfalls im Hinblick auf die Betriebsphase der Stades de Bienne noch angepasst und optimiert werden. Es obliegt aber immer dem Gemeinwesen die im Rahmen solcher partizipativer Prozesse zu beachtenden Rahmenbedingungen festzulegen.

5. Die Realisierung eines Kraftraums ist - auch nachträglich - möglich, die anderen genannten Bedürfnisse können nicht im Rahmen des Sportteils des Gesamtkomplexes Stades de Bienne abgedeckt werden. Eine Turnhalle wurde an diesem Standort wegen der zu grossen Entfernung zur nächsten Schulanlage nie in Erwägung gezogen.

Biel, 14. August 2013

Namens des Gemeinderates

Der Stadtpräsident:	Der Vize-Stadtschreiber:
Erich Fehr	Julien Steiner

Beilage: Dringliche Interpellation 20130231

Vorstoss Nr./Interv. no: 13.0231
Termin GR/Délai CM: 28.08.13
Direktion/Direction: PRA
Mitbericht/Corapport: BKS

Stadtkanzlei/Chancellerie municipale

Dringliche Interpellation

Stades de Bienne: Inwieweit wurden die Sportklubs und -verbände in die Planung miteinbezogen?

Die Zweckmässigkeitsstudie der Stades de Bienne wurde den betroffenen Nutzern (Sportklubs, Verbände, etc.) zur Stellungnahme vorgelegt. Bislang sind diese jedoch noch etwas verunsichert darüber, inwieweit ihre Eingaben tatsächlich übernommen und definitiv umgesetzt werden.

Der Einbezug der Sportvereine, Klubs und Verbände in die Planung ist äusserst wichtig. Ihre Anforderungen und Bedürfnisse sollen beim Neubau der Stades de Bienne im Vordergrund stehen. Als Sportstadt ist es für Biel unabdingbar, dass die Interessen der Sportvereine und –verbände umfassend berücksichtigt werden.

Ich bitte den Gemeinderat deshalb, folgende Fragen zu beantworten:

1. *Welche Änderungsvorschläge wurden von den Sportklubs und Verbänden eingebracht?*
2. *Welche wurden abgelehnt, und weshalb?*
3. *Wurden die Sportvereine und Verbände über die geplante Raumeinteilung in den Stades de Bienne orientiert? Wenn ja, wie äusserten sie sich dazu?*
4. *Wurde bei der Planung die Schaffung von genügend Garderoben für Männer/Jungen und Frauen/Mädchen berücksichtigt? Ist eine zusätzliche Garderobe für Frauen/Mädchen, welche aufgrund vermehrt gemischtgeschlechtlicher Teams wohl nötig sein wird, vorgesehen?*
5. *Inwiefern wurden anderweitige Trainingsmöglichkeiten wie beispielsweise eine Schiessanlage, einen Kraftraum oder eine Turnhalle in den Planungen berücksichtigt?*

Sandra Schneider
Fraktion SVP/Die Eidgenossen

Biel/Bienne, 06.06.2013

F. Schor EDU

13/C

Annexe n°5

Beantwortung

der dringlichen Interpellation 20130232, Adrian Dillier, SVP/die Eidgenossen, „Drohendes Scheitern der Verhandlungen mit dem Schweizerischen Fussballverband (SFV)“

Der Interpellant will von verlässlicher Stelle vernommen haben, dass die Verhandlungen zwischen dem Schweizerischen Fussballverband (SFV) und der Stadt Biel für die Ansiedlung der sog. "Frauenfussballakademie" zu scheitern drohen. Der Interpellant würde ein solches Scheitern als katastrophales Signal an alle Sportverbände interpretieren, welche an der Ansiedlung ihrer zentralen Trainings- und Ausbildungseinrichtungen interessiert sein könnten. Der Interpellant stellt dem Gemeinderat in diesem Zusammenhang verschiedene Fragen.

Allgemeines

Es trifft zu, dass zwischen dem SFV und der Stadt Biel bereits seit längerer Zeit Verhandlungen für die Ansiedlung der Frauenfussballakademie laufen. Ursprünglicher Anlass für diese Verhandlungen war, dass einerseits die veränderten Verhältnisse am bisherigen Standort in Huttwil für den SFV keine längerfristige Perspektive mehr boten und andererseits die Stadt Biel mit dem bewährten Sport-Kultur-Studium (SKS) sowie den Aussichten auf die Realisierung der Stades de Bienne eine interessante Alternative anbieten konnte.

Anfänglich wurde davon ausgegangen, dass die Frauenfussballakademie noch bis zur Fertigstellung der Stades de Bienne in Huttwil bleiben würde. Als sich aber die dortigen Rahmenbedingungen für den SFV rapide verschlechterten kam es zum relativ kurzfristigen Bedürfnis bereits per Beginn des Schuljahres 2013/14 in einem provisorischen Modus nach Biel zu wechseln. Der Entscheid wurde vom SFV nach Rücksprache mit den Verantwortlichen der Stadt Biel und in Zusammenarbeit mit dem Bundesamt für Sport (BASPO) in der zweiten Hälfte Januar des laufenden Jahres gefällt und umgehend kommuniziert. Die Verantwortlichen für das SKS leisteten einen Sondereffort, um die zusätzlichen Schülerinnen noch in das damals bereits weitgehend geplante SKS-Schuljahr 2013 zu integrieren und in Zusammenarbeit mit dem BASPO die temporären Infrastrukturen bereit zu stellen. Gemäss aktuellem Stand der Dinge sind alle Vorbereitungsarbeiten im besten Einvernehmen zwischen den diversen Partnern soweit fortgeschritten, dass dem Start der Frauenfussballakademie in Biel am provisorischen Standort Champagne nach den Sommerferien 2013 nichts im Wege steht.

NASAK-Gelder

Von Beginn an war vorgesehen, dass mit Bundesmitteln aus dem sog. Kredit "NASAK 4" die zusätzlichen Infrastrukturen für den längerfristigen Betrieb der Frauenfussballakademie sowie weitere Bedürfnisse des SFV in den Stades de Bienne realisiert werden sollten. Dazu fanden zwischen den beteiligten Partnern SFV, BASPO und Stadt Biel zahlreiche Verhandlungsrunden in unterschiedlicher Besetzung statt. Formell wird das Verfahren für einen NASAK-Beitrag so abgewickelt, dass zwischen dem Anlageneigentümer und dem nutzenden Verband ein Benützungsvertrag über 20 Jahre abzuschliessen ist. Dieser Benützungsvertrag ist vom BASPO zu genehmigen, welches gestützt auf diese Grundlage anschliessend den Beitragsvertrag für die NASAK-Gelder mit dem Anlageneigentümer abschliesst.

Die entsprechenden Verhandlungen zum Benützungsvertrag wurden zwischen dem SFV und der Stadt Biel dezidiert, aber fair geführt, wie es sich unter Vertragspartnern gehört. Der SFV hat gegenüber der Stadt Biel zu keinem Zeitpunkt damit gedroht auf den Ansiedlungsentscheid zurück zu kommen. Zu beachten ist auch, dass der Mediensprecher des SFV im Bieler Tagblatt vom 29. Juni 2013, d.h. nach Abschluss der Vertragsverhandlungen, festhielt, dass die Stadt Biel versucht habe das Maximum heraus zu holen, was aber legitim sei und zudem habe man sich gefunden. Die stadtseitigen Beteiligten waren stets harte, aber partnerschaftliche Verhandlungspartner und der Gemeinderat ist überzeugt, dass es eine der höchsten Pflichten ist, die finanziellen Interessen der Stadt Biel zu wahren. Vom Parlament wäre dann Kritik zu üben, wenn er leichtfertig mit städtischen Mitteln umgehen und unnötig Steuergelder einsetzen würde, wo dies nicht unerlässlich ist.

Aktuell ist der Benützungsvertrag vom SFV und vom Gemeinderat genehmigt und unterzeichnet und wurde dem BASPO zur Genehmigung und zur Ausfertigung des Beitragsvertrages weiter geleitetet.

Der Gemeinderat möchte an dieser Stelle darauf hinweisen, dass die Ansiedlung der Frauenfussballakademie eine positive Imagewirkung für unsere Stadt im ganzen Land bewirkt und das Sport-Kultur-Studium, welches eine tolle und in dieser Form schweizweit einmalige Errungenschaft darstellt, weiter stärkt. Zudem tragen solche Projekte zu einer Vertiefung und Verstärkung der Zusammenarbeit mit dem BASPO bei, was für beide Seiten interessant ist.

Zu den einzelnen Fragen

1. Nein, dem Gemeinderat waren und sind keine derartigen Absichten bekannt.

2. Es ging nie darum den SFV zur Mitfinanzierung von ihm nicht genutzten und/oder bereits anderweitig finanzierten Anlageteilen zu verpflichten. Die Nutzungen des SFV umfassen aber auch Anlageteile, welche ohnehin, d.h. auch ohne dessen Zusatznutzungen, realisiert und nicht mit NASAK-Geldern finanziert werden.

3. Die Nebenkosten umfassen die Heiz- und Warmwasserkosten sowie die Betriebs- und Gemeinschaftskosten.

4. Die CTS SA ist von der Stadt Biel provisorisch damit mandatiert in der sog. "Betreiberrolle" den Betrieb der Stades de Bienne zu konzipieren und vorzubereiten. Da auch Dritte - z.B. die nutzenden Sportclubs - Investitionen in die Stades de Bienne für zusätzliche Infrastrukturen tätigen und dafür Rechtssicherheit brauchen, muss die CTS verschiedene verbindliche Engagements eingehen, welche allenfalls bei einer Nichtberücksichtigung der CTS für die Betriebsführung auf eine andere Organisation zu übertragen sind. Vor diesem Hintergrund hätte eine Vertragsbeteiligung der CTS auch vorliegend Sinn gemacht; da der SFV dieses Vorgehen aber nicht wünschte und keine zwingende Notwendigkeit bestand, wurde darauf verzichtet. Dennoch war es natürlich die CTS, welche verschiedene Grundlagen für den nun mit dem SFV abgeschlossenen Benützungsvertrag erarbeitet hat.

5. Diese Frage erweist sich aufgrund der vorstehenden Ausführungen als gegenstandslos.

Biel, 14. August 2013

Namens des Gemeinderates

Der Stadtpräsident: Der Vize-Stadtschreiber:

Erich Fehr Julien Steiner

Beilage: Dringliche Interpellation 20130232

Vorstoss Nr./Interv. no: 130232
Termin GR/Délai CM: 28.08.13
Direktion/Direction: PRA
Mitbericht/Corapport: BKS

Stadtkanzlei/Chancellerie municipale

Dringliche Interpellation

Drohendes Scheitern der Verhandlungen mit dem Schweizerischen Fussballverband (SFV)

Die SVP ist in Kenntnis folgender Tatsachen die an sie von verlässlicher Stelle herangetragen worden sind.
Der SFV hat damals einen Grundsatzentscheid für Biel als Standort für das nationale Leistungszentrum für Frauen-Fussball gefasst. Die Grundlage für diesen Entscheid war, dass der Verband lediglich die vom Betrieb des besagten Leistungszentrums ausgehenden Kosten zu tragen hätte (Synergieeffekte).

Seit diesem Grundsatzentscheid hat die Stadt Biel ihre zunächst Einladende Haltung in eine fordernde geändert. So hat die Stadt versucht den Fussball-Verband an den Fixkosten zu beteiligen dies ist mittlerweile wieder vom Tisch dennoch will man dem SFV immer noch ein 6-stelliger Betrag als Beteiligung an die Nebenkosten verrechnen.
Auch soll nicht mehr die Stadt Biel sondern die Firma CTS Vertragspartnerin werden.

Dem SFV stösst dieses Vorgehen sauer auf, und erwägt auf den Entscheid für Biel zurückzukommen und sich anderweitig umzusehen.
Dies wäre ein katastrophales Signal an alle Sportverbände die an der Ansiedelung ihrer zentralen Training- und Ausbildungseinrichtungen interessiert sein könnten.

Der Gemeinderat wird ersucht folgende Fragen zu beantworten:

1. Stimmt es, dass der SFV einen Standortentscheid zu Ungunsten von Biel ins Auge fasst?
2. Warum ist der anfängliche Enthusiasmus über die Ansiedelung des nationalen Leistungszentrum für Frauen-Fussball, der sich in einer grosszügigen Einladung die kommenden Anlagen mitzunutzen ausdrückte, in ein Versuch umgeschlagen, diese Mitzufinanzieren?
3. Wie setzt sich die Nebenkostenabrechnung zusammen?
4. Stimmt es, dass die CTS Congrès, Tourisme et Sport SA neu als Vertragspartner in die Verhandlungen mit dem SFV einbezogen sind? Wenn ja, weshalb?
5. Wie will der Gemeinderat einen Standortentscheid des SFV zu Ungunsten von Biel verhindern?

Adrian Dillier

Biel, 06.06.2013

SVP / die Eidgenossen

Annexe n° 6

Réponse

à l'nterpellation 20130085, Béatrice Sermet-Nicolet, Groupe socialiste, «Intégration des personnes migrantes, protection des données personnelles et nouvelle Loi cantonale sur l'intégration»

Par la présente interpellation, les intervenants décrivent les contenus fondamentaux de la révision partielle de la Loi fédérale sur les étrangers (LEtr) ainsi que de la Loi cantonale sur l'intégration des étrangers (Lint) et interrogent le Conseil municipal sur la mise en œuvre de ces deux actes législatifs.

Le Conseil municipal peut répondre comme suit en détail aux questions des intervenants:

1. **L'octroi d'un permis de séjour constitue un élément central dans le processus d'intégration des personnes migrantes. Selon quels critères, la Ville de Bienne élabore sa recommandation pour l'octroi des autorisations de séjour ?**

En vertu de l'art. 2, al. 1 de l'Ordonnance cantonale portant introduction de la loi fédérale sur l'asile et de la loi fédérale sur les étrangers (RSB 122.201), les autorités de police des étrangers des villes de Berne, Bienne et Thoune décident de façon autonome du régime qui prévaut, en matière du droit des étrangers, pour les personnes étrangères domiciliées dans leur commune. Pour apprécier des demandes d'octroi d'autorisations de séjour, l'autorité de police des étrangers de la Ville de Bienne s'appuie non seulement sur les diverses dispositions légales en vigueur, mais aussi sur les directives y afférentes de l'Office fédéral des migrations (ODM) et la pratique actuelle des autorités judiciaires de tous niveaux.

Les étrangers et étrangères reçoivent une autorisation de séjour dans la mesure où ils exercent légalement une activité lucrative indépendante ou non et si les conditions préalables définies par la loi sont remplies (art. 18 ss LEtr). Ceux et celles sans emploi bénéficient d'une autorisation de séjour selon l'art. 27 ss LEtr en vue, par exemple, d'une formation ou d'un perfectionnement (art. 27 LEtr), à titre de rentiers et rentières (art. 29 LEtr) ou en vue d'un traitement médical (art. 29 LEtr).

Dans des circonstances particulières, il est possible de déroger aux conditions d'admission selon l'art. 30 LEtr (cas individuels d'une extrême gravité, protection de victimes ou de témoins de la traite d'êtres humains, etc.). Les apatrides reconnus en Suisse ont aussi droit à une autorisation de séjour (art. 31 LEtr).

Des autorisations de séjour sont aussi accordées dans le cadre d'un regroupement familial aux membres étrangers de la famille d'un ressortissant suisse ainsi que de personnes titulaires d'une autorisation de séjour (art. 42 ss LEtr) et aux enfants placés en vue d'une adoption (art. 48 LEtr).

2. **Selon l'article 62 de la Loi fédérale sur les étrangers, l'autorité compétente peut révoquer une autorisation – à l'exception de l'autorisation d'établissement – ou une autre décision dans les cas mentionnés l'art. 62, let. a-e. Quels sont les critères qui prévalent, à Bienne, pour proposer la révocation d'une autorisation accordée à une personne migrante ou une autre décision? Comment la forme putative est-elle interprétée?**

Il est exact que l'autorisation de séjour peut être révoquée par les autorités cantonales compétentes en vertu de l'art. 62 LEtr.

Conformément aux directives de l'ODM, la présence en Suisse présuppose qu'aucune violation ou menace grave ou répétée de l'ordre public n'est commise, notamment en cas de violation de prescriptions légales ou de décisions d'autorités, de non-accomplissement volontaire d'obligations de droit public ou privé (non-paiement d'impôts, cumul de dettes), d'apologie publique d'un crime contre la paix, de crime de guerre, de crime contre l'humanité ou d'actes de terrorisme, ou en cas d'incitation à commettre de tels crimes ou d'appel à la haine contre certaines catégories de population. La sécurité et l'ordre publics sont menacés lorsque des éléments concrets indiquent que le séjour en Suisse de la personne concernée conduit selon toute vraisemblance à une atteinte à la sécurité et à l'ordre publics. (art. 80, al. 2 de l'Ordonnance fédérale relative à l'admission, au séjour et à l'exercice d'une activité lucrative, OASA; RS 142.201). Par principe, la révocation d'une autorisation de séjour est possible selon la jurisprudence fédérale lorsqu'une peine privative de liberté d'au moins 12 mois a été prononcée.

3. **Dans quelle mesure la situation personnelle des migrants est-elle prise en compte (situation sociale et professionnelle) lors des décisions de révocation? Les données personnelles des personnes migrantes (situation financière, sociale et familiale) connues des services sociaux (lorsque celles-ci y ont recours) sont-elles transmises par ces derniers au Service des étrangers? Si oui, quelle est la base légale le permettant? Quel est le poids de ces données dans la prise de décision?**

Selon le Tribunal fédéral, en cas de révocation d'une autorisation de séjour, il faut examiner la proportionnalité de la décision et peser les intérêts en jeu. Le renvoi ne peut être prononcé que s'il ne paraît pas disproportionné au vu de l'ensemble des circonstances. La mesure n'est pas disproportionnée lorsque l'intérêt public du renvoi de la personne concernée prévaut par rapport à son propre intérêt à demeurer en Suisse. Les points suivants sont notamment importants pour apprécier la proportionnalité d'une décision de renvoi:

Le montant de l'endettement de la personne étrangère, la durée de sa présence en Suisse, le degré d'intégration en Suisse ainsi que les inconvénients la menaçant personnellement ou les membres de sa famille.

Conformément à l'art. 8a, al. 1, let. d et à l'al. 2, let. a, f et h de la Loi cantonale sur l'aide sociale (LASoc), le Département des affaires sociales de la Ville de Bienne est tenu de transmettre des renseignements à l'autorité municipale de police des étrangers. L'échange de données prévu par la loi fonctionne de manière satisfaisante à Bienne. Les indications ainsi reçues sont prises en compte pour apprécier la proportionnalité de l'éventuelle révocation d'une autorisation de séjour. Si la dépendance par rapport à l'aide sociale dure depuis plus d'une année, ou si le montant de l'aide sociale déjà perçu s'élève à plusieurs milliers de francs, une révocation et/ou la non-prolongation de l'autorisation de séjour peuvent être examinées. L'autorisation de séjour peut être révoquée si la décision n'apparaît pas disproportionnée compte tenu de l'ensemble des circonstances. En exerçant leur pouvoir d'appréciation en vue d'une décision de renvoi, les autorités compétentes tiennent compte des intérêts publics, de la situation personnelle de l'étranger ainsi que de son degré d'intégration (art. 96 LEtr). Lors de l'examen d'un renvoi, les critères suivants doivent être pris en considétation (liste non exhaustive): nombre/âge des personnes soutenues (enfants), début/durée/montant du soutien, état de santé des personnes concernées, activité lucrative

exercée, participation à des programmes d'insertion professionnelle, frais de placement en cas d'encadrement extrafamilial, accompagnement socio-thérapeutique, thérapies stationnaires, prestations particulières, motifs du chômage de longue durée/de la perception à long terme de prestations AC, décision de l'organe AI rejettant la demande d'admission à l'AI, etc. Le pronostic de la durée et du volume de la dépendance à l'aide sociale joue aussi toujours un rôle ici.

4. **Quelles sont les mesures que le Conseil municipal envisage de mettre en œuvre dès 2014, lorsque la nouvelle Loi sur l'intégration entrera en vigueur (cours de langue, séances d'information, accompagnement, insertion professionnelle, etc.)? Envisage-t-il d'élaborer un concept cohérent qui permette d'offrir un soutien efficace aux personnes venues d'ailleurs, concept qui respecte le modèle à trois degrés prévu par la loi bernoise sur l'intégration?**

Le 25 mars 2013, le Grand Conseil bernois a adopté à une forte majorité la nouvelle Loi sur l'intégration des étrangers (Loi sur l'intégration, LInt). L'Union Démocratique du Centre (UDC) a décidé de soumettre une proposition populaire en votation et collecte actuellement les signatures requises pour son dépôt. Le délai référendaire court du 17 avril au 18 juillet 2013. Selon les estimations de la Direction cantonale de la santé publique et de la prévoyance sociale (SAP), cela entraîne le report d'au moins une année de l'entrée en vigueur de la Lint et/ou d'une loi adaptée aux requêtes de la proposition populaire, soit au minimum jusqu'au 1er janvier 2015. La nouvelle Loi sur l'intégration des étrangers (Loi sur l'intégration, LInt) adoptée par le Grand Conseil est soumise au principe selon lequel «l'intégration passe par des mesures d'encouragement, mais aussi par des obligations» et prévoit à ce propos un modèle à trois degrés. La mesure centrale de la loi consiste en de premiers entretiens obligatoires dans la commune pour toutes les personnes étrangères récemment arrivées de l'étranger ou résidant depuis moins de douze mois dans un autre canton suisse (1er degré). Pour les personnes ayant des besoins particuliers d'information, la loi prévoit une consultation approfondie avec une antenne d'intégration (2e degré) ainsi que la conclusion de conventions d'intégration ciblées (3e degré). La proposition populaire comprend un modèle à deux degrés (suppression du 2e degré). Des conventions d'intégration doivent être conclues dès le 1er degré par la commune avec toutes les personnes où un soit-disant «besoin d'intégration» est constaté. La proposition populaire définit la notion de «besoin d'intégration» de manière plus restrictive que la Loi sur l'intégration, contient des possibilités de sanctions plus étendues et prévoit un financement par le biais d'émoluments à la charge des personnes concernées, dans la mesure où ils ne sont pas pris en charge par la Confédération. Au contraire, la Loi sur l'intégraton prévoit un financement par le biais de la compensation des charges en plus d'un subventionnement de base de la part du Canton et de la Confédération.
Quelle que soit la variante retenue, il en résulte des tâches supplémentaires pour le Département de la sécurité publique de la Ville de Bienne ainsi que pour l'autorité de police des étrangers. Là où cela apparaît d'ores et déjà opportun, la Direction de l'action sociale et de la sécurité (ASS) procède aux travaux préparatoires correspondants et examine les mesures requises (p. ex. en relation avec les compétences, les ressources humaines, la formation du personnel, les locaux – aussi compte tenu de la protection des données lors des premiers entretiens – les mécanismes de financement, la fourniture de prestations de tiers, la régionalisation, etc.). Le Service spécialisé de l'intégration est en contact étroit et intense avec la SAP et d'autres services spécialiés de l'intégration de communes bernoises. La réoccupation récente du poste de délégué/e à l'intégration, la subordination du Service spécialisé de l'intégration à la Direction de l'action sociale et de la sécurité (ASS) ainsi que les objectifs et les tâches liés à une nouvelle législation de rang supérieur donnent l'occasion

de soumettre à un examen approfondi la politique d'intégration menée jusqu'à présent par la Ville de Bienne et de la réorienter là où cela s'avère judicieux. Les résultats de ces travaux aboutiront à l'élaboration d'un concept qui décrira, entre autres, les organes compétents, les mesures à définir ainsi que le calendrier à prendre en compte. Enfin, il est prévu une coopération approfondie dans le domaine de la mise en œuvre de la Loi sur l'intégration avec d'autres communes et notamment le Service spécialisé de l'intégration de la Ville de Thoune.

5. Les structures existantes, telles qu'elles sont décrites dans l'interpellation 20120258 de Béatrice Sermet, seront-elles reprises dans ce nouveau concept ? Si oui, lesquelles et dans quel but?

Il convient ici de se reporter aux explications fournies dans le cadre de la réponse à la question 4 ci-avant. Si la Loi sur l'intégration (Lint) adoptée par le Grand Conseil est approuvée par le Souverain, les structures existantes décrites dans l'interpellation 20120258 de Béatrice Sermet seront prises en compte pour la mise en œuvre de la loi. Si la variante de la proposition populaire l'emporte, il faudra redéfinir le rôle des structures existantes.

6. Une collaboration régionale intercommunale sera-t-elle mise en place afin de favoriser l'intégration des migrants et d'éviter un tourisme intercommunal?

Par principe, il est possible d'imaginer une collaboration régionale que ce soit pour l'une ou l'autre variante, et une telle solution sera examinée en temps utile.

Bienne, le 26 juin 2013

Au nom du Conseil municipal

Le maire:	La chancelière municipale:
Erich Fehr	Barbara Labbé

Annexe: interpellation 20130085

Vorstoss Nr./Interv. no: 20130085
Termin GR/Délai CM: 26.06.13
Direktion/Direction: DSS
Mitbericht/Corapport:

Stadtkanzlei/Chancellerie municipale

Groupe socialiste

Interpellation

Intégration des personnes migrantes, protection des données personnelles et nouvelle Loi cantonale sur l'intégration

La révision fédérale de la Loi sur les étrangers tout comme la nouvelle loi bernoise sur l'Intégration partent du principe qu'il faut « encourager et exiger ». La loi bernoise met en place les conditions facilitant une meilleure intégration des personnes étrangères, tout en exigeant que celles-ci y contribuent. La loi prévoit un modèle à trois degrés misant sur une intégration précoce, ciblée et préventive. L'intégration est une tâche commune du canton et des communes, dont le financement sera conjoint. Les nouvelles mesures d'intégration prévues par la loi respecteront pratiquement la neutralité des coûts, la majeure partie d'entre elles étant probablement couvertes par le financement annoncé par la Confédération. La nouvelle loi sur l'intégration devrait être mise en œuvre en 2014. Dans sa réponse à l'interpellation 20120258 de Béatrice Sermet, le Conseil municipal mentionne que l'application de cette loi (et de son ordonnance) constituera un réel défi pour la ville de Bienne. Le Conseil municipal est donc prié de répondre aux questions suivantes :

- L'octroi d'un permis de séjour constitue un élément central dans le processus d'intégration des personnes migrantes. Selon quels critères, la ville de Bienne élabore sa recommandation pour l'octroi des autorisations de séjour?
- Selon l'article 62 de la Loi fédérale sur les étrangers, l'autorité compétente peut révoquer une autorisation – à l'exception de l'autorisation d'établissement – ou une autre décision dans les cas mentionnés aux alinéas 62a à 62e. Quels sont les critères qui prévalent, à Bienne, pour proposer la révocation d'une autorisation accordée à une personne migrante ou une autre décision? Comment la forme putative est-elle interprétée ?
- Dans quelle mesure la situation personnelle des migrants est-elle prise en compte (situation sociale et professionnelle) lors des décisions de révocation? Les données personnelles des personnes migrantes (situation financière, sociale et familiale) connues des services sociaux (lorsque celles-ci y ont recours) sont-elles transmises par ces derniers au Service des étrangers ? Si oui, quelle est la base légale le permettant ? Quel est le poids de ces données dans la prise de décision ?
- Quelles sont les mesures que le Conseil municipal envisage de mettre en œuvre dès 2014, lorsque la nouvelle Loi sur l'intégration entrera en vigueur (cours de langue, séances d'information, accompagnement, insertion professionnelle, etc.) ? Envisage-t-il d'élaborer un concept cohérent qui permette d'offrir un soutien efficace aux personnes venues d'ailleurs, concept qui respecte le modèle à trois degrés prévu par la loi bernoise sur l'intégration ?
- Les structures existantes, telles qu'elles sont décrites dans l'interpellation 20120258 de Béatrice Sermet, seront-elles reprises dans ce nouveau concept ? Si oui, lesquelles et dans quel but ?
- Une collaboration régionale intercommunale sera-t-elle mise en place afin de favoriser l'intégration des migrants et d'éviter un tourisme intercommunal ?

Bienne, le 21 février 2013

Pour le groupe socialiste : Béatrice Sermet-Nicolet

Annexe n°7

Beantwortung

der überparteilichen Interpellation 20130082, Fritz Freuler, Fraktion Grüne, Daniel Hügli und Caroline Jean-Quartier, Fraktion SP: "Armutsbekämpfung in Biel - welche Strategie?"

Der titelerwähnte Vorstoss hat den von der bernischen Gesundheits- und Fürsorgedirektion präsentierten Sozialbericht 2012 zum Gegenstand. Unter Bezugnahme auf grundlegende, im Bericht dargelegte Erkenntnisse werden nachfolgende Fragen aufgeworfen, welche der Gemeinderat wie folgt beantworten kann:

1. Hat der Gemeinderat den für die Stadt Biel ausserordentlich wichtigen Sozialbericht analysiert?

Der Bericht wurde unter Beteiligung der Abteilung Soziales von verschiedenen Stellen analysiert. Beteiligt waren insbesondere die Kommission für Sozial- und Existenzsicherungspolitik, die Berner Konferenz für Sozialhilfe, Kindes- und Erwachsenenschutz (BKSE), die Abteilung Erwachsenen- und Kindesschutz der Stadt Biel, der ERFA Seeland und weitere.

2. Hat der Gemeinderat dazu Fachpersonen beigezogen?

Vgl. Antwort zu Frage 1.

3. Ist der Gemeinderat auch sehr besorgt über diese Armutsentwicklung? Wie will er diese grosse Bevölkerungsgruppe in der Stadt Biel ermutigen und ihr Perspektiven aufzeigen?

Auch der Gemeinderat ist besorgt über die im Bericht aufgezeigte Entwicklung. Er ist sich der Tatsache bewusst, dass in Biel besonders viele Personen von Armut betroffen oder armutsgefährdet sind. Die hohe Sozialhilfequote und die grosse Zahl von Personen, welche wegen ihres geringen oder bescheidenen Einkommens keine Steuern bezahlen, sind Ausdruck dieser Situation. Punktuelle Erklärungsansätze hierfür sind bereits bekannt.

Der Kanton Bern hat auf die gewonnenen Erkenntnisse reagiert und eine vertiefte Analyse der Ausgangslage in der Stadt Biel in Auftrag gegeben. Dabei werden auch die umliegenden Gemeinden gebührend miteinbezogen. Diese Arbeiten laufen seit Herbst letzten Jahres. Neben Vertreterinnen und Vertretern des Kantons sind auch die fachlich betroffenen oder interessierten Abteilungen resp. Direktionen der Stadt Biel an diesen Projektarbeiten massgeblich beteiligt.

Eine breite Palette an Massnahmen wurde bereits erarbeitet und diese werden zurzeit vertieft geprüft und konkretisiert.

4. Welche Konsequenzen zieht der Gemeinderat aus dem Bericht für die Stadt Biel?

Grundsätzlich soll die Sozialhilfequote mit einer konsequenten Umsetzung der gesetzlichen Rahmenbedingungen stabilisiert und nach Möglichkeit gesenkt werden. Der Zuzug von wirtschaftlich unabhängigen Personen soll gefördert und damit die Steuereinnahmen von natürlichen Personen erhöht werden. Als flankierende Massnahmen werden auch städtebauliche Anreize im Bereich des Wohnungsangebots ins Auge gefasst. Schliesslich gilt es, die im

Rahmen der unter der Beantwortung zu Ziffer 3 erwähnten Analyse erlangten Erkenntnisse resp. die sich hieraus ergebenden Massnahmen abzuwarten und umzusetzen.

Die Ergebnisse und mögliche Maßnahmen der Studie Ecoplan werden im Herbst vorliegen.

5. Erwägt der Gemeinderat beim Bernischen Regierungsrat vorstellig zu werden, um in Sachen Armutsbekämpfung besondere kantonale Unterstützungsmassnahmen für die Stadt Biel zu erlangen?

Vgl. Antwort zu Frage 4.

6. Wie will die Stadt Biel auf allfällige kantonale Sparmassnahmen auf der Sozialhilfe reagieren?

Die Stadt Biel steht in engem Kontakt zum Kanton und es darf an dieser Stelle gesagt werden, dass die schwierige Situation mit einer überdurchschnittlichen sozialen Belastung der Region erkannt worden ist. Die konkreten Sparvorgaben sind zurzeit noch nicht bekannt und werden zugegebener Zeit auf ihre Auswirkungen und Realisierbarkeit hin überprüft werden.

7. Teilt der Gemeinderat die Ansicht des Regierungsrates, dass zur Armutsbekämpfung eine langfristige Strategie nötig sei?

Wie sich aus den bisherigen Ausführungen ergibt, hat der Gemeinderat die Notwendigkeit einer längerfristigen Strategie erkannt und entsprechend auch die wesentlichen Elemente in die Legislaturziele 2013 – 2016 einfliessen lassen. Zusammen mit den Maßnahmen aus der erwähnten kantonalen Studie werden die Elemente dieser Strategie komplettiert.

Biel, 26. Juni 2013

Namens des Gemeinderates

Der Stadtpräsident: Die Stadtschreiberin:

Erich Fehr Barbara Labbé

Beilage:
- Überparteiliche Interpellation 20130082

Beilage 1

Vorstoss Nr./Interv. no: 2013.0082
Datum/Date: 26.06.13
Direktion/Direction: DSS

Überparteiliche Interpellation „Armutsbekämpfung in Biel – welche Strategie?"

Ende 2012 hat der bernische Gesundheits- und Fürsorgedirektor Philippe Perrenoud den Sozialbericht 2012 präsentiert, unter dem Titel: «Bekämpfung der Armut im Kanton Bern». Der Bericht dokumentiert die wirtschaftliche Entwicklung der bernischen Bevölkerung in den Jahren 2001 bis 2010. Unter anderem folgende fünf Erkenntnisse lassen aufhorchen:

- Die Armutsgefährdungsquoten sind in den letzten 10 Jahren stetig gestiegen. Gleichzeitig sind die Einkommen der ärmsten Haushalte stark gesunken und auch Haushalte, welche über eine Rente der ersten Säule (AHV, IV, Waisenrente) verfügen, benötigen vermehrt Ergänzungsleistungen.
- Im Jahre 2010 waren rund 40'000 Haushalte mit Personen im Erwerbsalter arm oder armutsgefährdet. In diesen Haushalten lebten rund 75'000 Menschen. Oder anders ausgedrückt: 12% der Haushalte im Kanton Bern können ihre Existenz nicht mehr aus eigenen Mitteln bestreiten und sind auf öffentliche Unterstützung angewiesen.
- Alleinerziehende sind mit Abstand am häufigsten auf Sozialhilfe angewiesen. Dem gilt es mit gezieltem Ausbau der familienergänzenden Kinderbetreuung und einer besseren Vereinbarkeit von Beruf und Familie entgegen zu wirken. Aber auch Kinder- und Jugendliche, Einzelpersonen und so genannte Working-Poor sowie Personen ohne Berufsabschluss sind unter den Sozialhilfebeziehenden stark vertreten.
- Die Sozialhilfequote ist tendenziell steigend und liegt im kantonalen Vergleich auf einem überdurchschnittlich hohen Niveau. Ein wichtiger Grund dafür ist, dass der Kanton Bern relativ wenige der Sozialhilfe vorgelagerte, bedarfsabhängige Sozialleistungen kennt, wie zum Beispiel Ergänzungsleistungen für Familien, Mietzinszuschüsse, Betreuungsgutscheine, usw.
- Armut ist gemäss Sozialbericht zu einem strukturellen Dauerproblem geworden. Die Bekämpfung der Armut gelinge nicht von heute auf morgen, sondern nur mit einer langfristigen Strategie und konkreten, nachhaltigen Massnahmen.

Von ausserordentlicher Bedeutung ist der Sozialbericht nicht zuletzt in der Stadt, wo die Sozialhilfe- und Armutsquote deutlich über dem Kantonsdurchschnitt liegt. Im Juni 2012 hat der Stadtrat ein Postulat von Fritz Freuler für erheblich erklärt und an den Gemeinderat überwiesen mit dem Titel „Armut statt Arme bekämpfen". Darin wurde der Gemeinderat dazu aufgefordert, die Ursachen für die hohe Sozialhilfequote in Biel zu erforschen.

Vor diesem Hintergrund des Ende 2012 veröffentlichen Sozialberichts erhält das Postulat nun zusätzliche Brisanz und Dringlichkeit. Folgende Fragen sind möglichst rasch zu klären:

1. Hat der Gemeinderat den für die Stadt Biel ausserordentlich wichtigen Sozialbericht analysiert?
2. Hat der Gemeinderat dazu Fachpersonen beigezogen?
3. Ist der Gemeinderat auch sehr besorgt über diese Armutsentwicklung? Wie will er diese grosse Bevölkerungsgruppe in der Stadt Biel ermutigen und ihr Perspektiven aufzeigen?
4. Welche Konsequenzen zieht der Gemeinderat aus dem Bericht für die Stadt Biel?
5. Erwägt der Gemeinderat beim Bernischen Regierungsrat vorstellig zu werden, um in Sachen Armutsbekämpfung besondere kantonale Unterstützungsmassnahmen für die Stadt Biel zu erlangen?
6. Wie will die Stadt Biel auf allfällige kantonale Sparmassnahmen auf der Sozialhilfe reagieren?
7. Teilt der Gemeinderat die Ansicht des Regierungsrats, dass zur Armutsbekämpfung eine langfristige Strategie nötig sei?

Fritz Freuler, Pablo Donzé, Grüne Fraktion

Daniel Hügli, Anna Tanner, SP/PSR Fraktion

Caroline Jean-Quartier, Mohamed Hamdaoui, PSR/SP Fraktion

25

Biel, 21. Februar 2013

Annexe n° 8

Beantwortung

der Interpellation 20130083, Daniel Hügli, Fraktion SP, "Bezüge des ESB-Verwaltungsrates"

Der Gemeinderat kann die Fragen der Interpellation wie folgt beantworten:

1. *Wie hoch sind die jährlichen Bezüge und Entschädigungen brutto in Franken:*
   a) des Verwaltungsratspräsidenten?
   b) je Verwaltungsratsmitglied?
   c) des Direktors?
   d) der Geschäftsleitung insgesamt?

1.1 Präsident und Mitglieder des Verwaltungsrates

Gestützt auf Art. 32 Abs. 1 des Reglements für das selbständige Gemeindeunternehmen Energie Service Biel/Bienne (SGR 741.1, nachfolgend Reglement ESB genannt), regelt der Gemeinderat die Entschädigung für die Mitglieder des Verwaltungsrats. Mit Beschluss vom 9. November 2012 hat der Gemeinderat das aktualisierte Anforderungsprofil für den Verwaltungsrat ESB und damit gleichzeitig die Regelung der Entschädigung genehmigt.

Gemäss Punkt 4.5 des Anforderungsprofils Verwaltungsrat ESB wurden folgende jährlichen Entschädigungen festgelegt:

a) Pauschalen

VR-Präsident	CHF	10'000.00
VR-Vizepräsident	CHF	5'000.00
VR-Mitglieder	CHF	4'000.00

b) Sitzungsgelder

Sitzungspauschale	CHF	500.00	pro Halbtag

Sitzungen bis 4 Stunden gelten als Halbtag; Sitzungen über 4 Stunden als zwei Halbtage
Für Verwaltungsratssitzungen erhält der Vorsitzende jeweils die doppelte Sitzungspauschale

Pro Jahr sind vier bis sechs Sitzungen des Verwaltungsrates vorgesehen.

1.2 Direktor und Geschäftsleitung ESB

Gemäss Art. 24 des Reglements ESB sind die Mitglieder der Geschäftsleitung mit einem privatrechtlichen Arbeitsvertrag anzustellen. Dieser Vertrag ersetzte den bis Ende 2012 gültigen Arbeitsvertrag, der sich nach dem städtischen Personalreglement richtete.

Gegenüber den bisherigen, städtischen Anstellungskonditionen und dem Gesamtarbeitsvertrag (GAV) sind materiell die folgenden Abweichungen relevant:

1. Analog den übrigen Mitarbeitenden hatten die Geschäftsleitungsmitglieder bisher das Recht, sowohl Überzeit wie auch Mehrarbeit geltend zu machen (effektive Arbeitszeit). Neu gilt Vertrauensarbeitszeit, das heisst, eine Überstundenvergütung erfolgt weder in Geld noch durch Freizeit. Überstunden gelten mit dem vereinbarten Lohn als abgegolten. Vergleiche mit anderen Unternehmen zeigen, dass für diesen Systemwechsel zwischen 5% (Bundesangestellte) und 12% (Entwurf im Kanton Bern) Erhöhungen gewährt werden.

2. Bisher profitierten auch die Mitglieder der Geschäftsleitung von einem umfassenden Kündigungsschutz gemäss Personalreglement der Stadt Biel. Diese Konditionen wurden unverändert in den Gesamtarbeitsvertrag übernommen und gelten weiterhin für die übrigen Mitarbeitenden. Für die Geschäftsleitungsmitglieder gilt hingegen neu eine Kündigungsfrist von sechs Monaten. Zudem wurde das explizite Recht auf rechtliches Gehör ersatzlos gestrichen.

3. Gemäss den reglementarischen Bestimmungen der Stadt Biel können Mitarbeitende Entschädigungen für Mandate, die sie im Auftrag der Stadt Biel ausüben (beispielsweise Verwaltungsratsmandate) bis zu einem Betrag von maximal CHF 4'400.00 pro Jahr behalten. Diese Regelung galt bisher demzufolge auch für die Geschäftsleitungsmitglieder des ESB. Branchenüblich ist, dass Mandatsentschädigungen in voller Höhe oder mindestens teilweise, zusätzlich zum Jahresgrundlohn den Mandatsträgern überwiesen werden. Im Sinne von Transparenz und sachlicher Richtigkeit, sind für die Geschäftsleitungsmitglieder des ESB die Mandatsentschädigungen für Mandate im Auftrag des ESB im Jahresgrundlohn inbegriffen. Allfällige Entschädigungen sind dem Arbeitgeber unaufgefordert und vollumfänglich abzuliefern.

Der Verwaltungsrat ESB hat nach vertiefter Diskussion entschieden, die oben genannten materiellen Anpassungen mit einer Lohnanpassung von 4,9% per 1. Januar 2013 zu berücksichtigen. Die Lohnanpassungen wurden für alle Mitglieder der Geschäftsleitung analog vorgenommen.

Der Jahresgrundlohn für den Direktor beträgt CHF 232'700.00, inklusive Mandatsentschädigungen im Umfang von rund CHF 21'000.00 (Mandate: Geschäftsführung Bielerseekraftwerke AG; Verwaltungsrat Bielerseekraftwerke AG, VR/VRA Gasverbund Mittelland AG, VR/VRA Seelandgas, VR Wasserverbund Seeland AG, VR energie Check Bern, VR Altinea).

Die Summe aller Jahresgrundlöhne 2013 für die insgesamt fünf Mitglieder der Geschäftsleitung beträgt CHF 920'400.00.

2. *Welchen Rechnungspositionen der Stadtrechnung werden die Verwaltungsratsbezüge und -entschädigungen der ESB-Verwaltungsräte gutgeschrieben, die dieses Mandat als Vertreter bzw. Vertreterin der Stadt Biel ausüben?*

Gemäss Reglement über die Abgabe von Entschädigungen aus der Parlamentstätigkeit in den Eidgenössischen Räten und im Grossen Rat des Kantons Bern sowie aus der Vertretung der Stadt Biel in Institutionen und Körperschaften vom 25. Februar 1999 (SGR 153.353.3) haben die Mitglieder des Gemeinderates und das Personal der Stadtverwaltung die Entschädigungen, die sie auf Grund ihrer Vertretung der Stadt Biel in Institutionen und Körperschaften erhalten, grundsätzlich der Stadt Biel abzuliefern. Unter die Abgabepflicht fallen alle pauschalen Entschädigungen sowie Sitzungsgelder für die Tätigkeit in der betreffenden Institution oder Körperschaft; nicht unter die Abgabepflicht fallen Spesen und Auslagenersatz.

Jede abgabepflichtige Person ist berechtigt, von den gesamten ihr ausgerichteten Entschädigungen einen Betrag von CHF 4'400.00 pro Jahr für sich zu behalten. Die mehrfache Vertretung der Stadt Biel in Institutionen und Körperschaften berechtigt nicht zu einer Erhöhung dieses Betrages.

Der abgabepflichtige Betrag ist innert 30 Tagen seit Erhalt der Entschädigung der Stadt Biel einzuzahlen. Die Gelder fliessen in die allgemeine Stadtkasse.

Aktuell betroffen sind die beiden Mitglieder des Gemeinderates, die im Verwaltungsrat ESB Einsitz haben, Frau Barbara Schwickert und Herr Erich Fehr.

3. *Auf welchen Betrag belaufen sich die Bezüge und Entschädigungen des Managements des ESB 2013 und im Vergleich zu 2012?*

Unter der Annahme, dass unter Management die Geschäftsleitung verstanden wird, verweist der Gemeinderat auf die Erläuterungen unter Punkt 1. In diesem Sinne haben sich die Bezüge der Geschäftsleitung gegenüber dem Vorjahr um 4,9% erhöht (Jahresgrundlohn inklusive Mandatsentschädigungen).

Die übrigen Mitarbeitenden, inklusive Mitglieder des Kaders, erhielten Lohnanpassungen im Rahmen des geltenden und inhaltlich im GAV übernommenen Lohnsystems der Stadt Biel, abhängig von den jeweiligen Situationen der Lohnklassen und den Leistungsbeurteilungen.

Biel, 12. Juni 2013

Namens des Gemeinderates

Der Stadtpräsident:	Die Stadtschreiberin:
Erich Fehr	Barbara Labbé

Beilage: Interpellation 20130083

Interpellation

Vorstoss Nr./Interv. no: 7d3c083
Termin GR/Délai CM: 26.06.13
Direktion/Direction: BEU
Mitbericht/Corapport:

Bezüge des ESB-Verwaltungsrates

Stadtkanzlei/Chancellerie municipale

Im Abstimmungskampf über die Auslagerung des Gemeindebetriebes Energie Service Biel (ESB) in eine öffentlich-rechtliche Anstalt wurde seitens des Gemeinderates volle Transparenz hinsichtlich aller relevanten Vorgänge und Entscheide versprochen. Diese Transparenz ist jetzt umso notwendiger, nachdem eine Mehrheit der Bieler Stimmbürgerinnen und -bürgern die Auslagerung faktisch abgelehnt hatte, indem die Volksinitiative die grösste Zustimmung erhielt.

Gestützt auf diese Sachverhalte ersuche ich den Gemeindenrat um die vorbehaltlose Beantwortung folgender Fragen:

1. **Wie hoch sind die jährlichen Bezüge und Entschädigungen brutto in Franken:**
   a) des Verwaltungsratspräsidenten?
   b) je Verwaltungsratsmitglied?
   c) des Direktors?
   d) der Geschäftsleitung insgesamt?

2. **Welchen Rechnungspositionen der Stadtrechnung werden die Verwaltungsratsbezüge und -entschädigungen der ESB-Verwaltungsräte gutgeschrieben, die dieses Mandat als Vertreter bzw. Vertreterin der Stadt Biel ausüben?**

3. **Auf welchen Betrag belaufen sich die Bezüge und Entschädigungen des Managements des ESB 2013 und im Vergleich zu 2012?**

Biel, den 21. Februar 2013

SP/PSR-Fraktion, Daniel Hügli

Annexe n° 9

Beantwortung

der überparteilichen Motion 20130120, Max Wiher, GLP, Pablo Donzé, Grüne, Dana Augsburger, SP-Fraktion, Andreas Sutter, BVP, „Stadtverträglicher Autobahnanschluss Bienne-Centre"

Die Motionäre verlangen, dass die Überdeckung des Autobahnanschlusses Bienne-Centre im Sinne des von der Stadt Biel in ihrer Stellungnahme vom 6. Juli 2012 zuhanden der Bau-, Verkehrs- und Energiedirektion des Kantons Bern vorgelegten Vorschlages optimiert werden soll. Gemäss diesem Vorschlag sollte die Überdeckung des Anschlusses bis zur Achse Gurnigelstrasse verlängert und durch eine Öffnung in Richtung Westen bis zum SBB-Damm kompensiert werden.

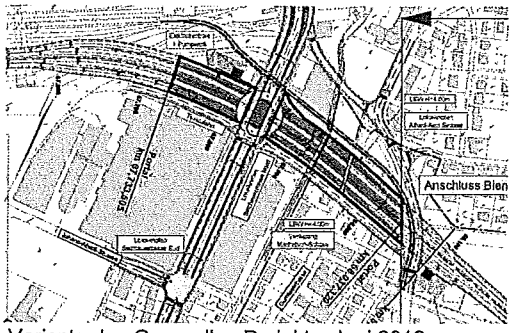
Der Vorschlag zur Optimierung der Überdeckung des Autobahnanschlusses Bienne-Centre, um das Mühlequartier noch besser vor dessen Auswirkungen zu schützen, wurde von der zuständigen kantonalen Stelle und ihren technischen Diensten sorgfältig geprüft. Der Vorschlag der Stadt Biel war jedoch in technischer und normativer Hinsicht nicht konsolidiert worden. Es handelte sich um eine Anregung, die sich nach einer Prüfung als in dieser Form nicht umsetzbar erwies. Die zuständige kantonale Stelle hat deshalb eine Optimierung der Überdeckung des Autobahnanschlusses ausgearbeitet, welche die geltenden Normen berücksichtigt. Aufgrund der geltenden Sicherheitsnormen kann die Ausfahrtsrampe, welche die Autobahn mit dem städtischen Strassennetz verbindet, nicht überdeckt werden. Diese offene Rampe muss auch bei Bedarf als Warteraum für den Verkehr dienen, um eine Verlagerung auf das lokale Strassennetz zu begrenzen.

Der Vorschlag des Kantons geht in die von den Motionären gewünschte Richtung, kann aber aus technischen und normativen Gründen keine Überdeckung bis zur Gurnigelstrasse umfassen. Wie die Abteilung Stadtplanung an einer Sitzung mit dem zuständigen kantonalen Amt feststellte, weist aber dessen Vorschlag vom März 2013 noch ein gewisses Optimierungspotenzial auf, auch unter Berücksichtigung der geltenden Normen (vgl. nachstehenden Situationsplan „Mögliche Optimierung"). Diese Optimierung würde darin bestehen, dass die Überdeckung der Fahrbahnen in Richtung Anschluss Brüggmoos verlängert wird; diese sind von der Problematik im Zusammenhang mit der Verwendung der Zufahrtsrampen, um auf die Bildung von Warteschlangen zu reagieren, nicht betroffen. Nachstehend eine schematische Übersicht der verschiedenen Varianten zur Erinnerung.

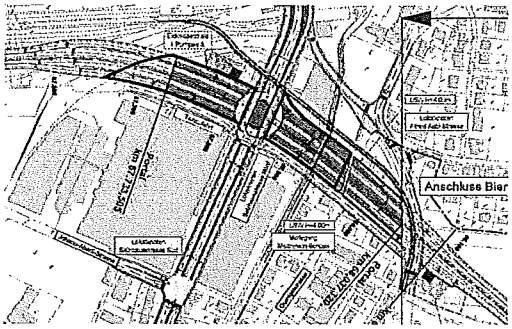
Der Gemeinderat hat sich in der Vergangenheit und wird sich auch in Zukunft beim Kanton und beim Bund dafür einsetzen, dass der Anschluss Bienne-Centre möglichst stadtverträglich - auch im Sinne der Motionäre - gestaltet wird. Das mögliche Optimierungspotenzial ist oben stehend dargestellt worden. Der Gemeinderat muss aber auch darauf hinweisen, dass das konsolidierte Ergebnis der sog. "Arbeitsgruppe Stöckli" die "Stossrichtung 2" mit einem Vollanschluss Bienne-Centre als im Interesse der Stadt Biel und der gesamten Agglomeration beste Variante ergeben hat. Dabei ist zu beachten, dass die positiven und negativen Wirkungen dieser Lösung mit Blick auf die gesamte Stadt und Agglomeration zu beurteilen sind und nicht ausschliesslich unter Berücksichtigung der Interessen des direkt anliegenden Quartiers. Der Gemeinderat ist zum Schluss gekommen, dass der Verzicht auf die vollständige Überdachung mit flankierenden städtebaulichen Massnahmen inkl. Verbesserungen der Langsamverkehrsbeziehungen und der Errichtung einer südwestlichen Zufahrtsmöglichkeit zum Bahnhof Biel - auch für das Mühlefeld-Quartier - die insgesamt interessantere Lösung darstellt. Der Gemeinderat verspricht sich von einem konstruktiven Dialog auf Basis einer kritischen Haltung, wie ihn insbesondere der

Stadtpräsident bereits bisher mit dem Kanton und dem ASTRA gepflegt hat, für die Stadt Biel die deutlich besseren Ergebnisse als im Falle einer konfrontativen Strategie.

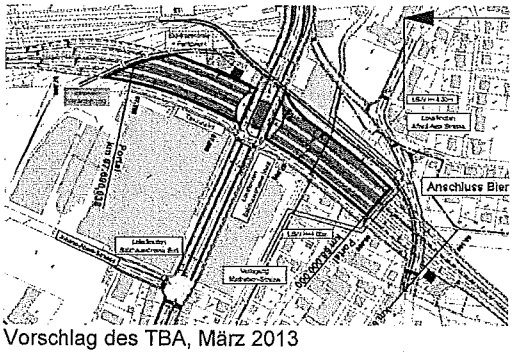
Gestützt auf die vorstehenden Ausführungen beantragt der Gemeinderat dem Stadtrat, die Arbeiten auf der Basis des Vorschlags des Kantons Bern vom März 2013 gemäss der beschriebenen Optimierung fortzusetzen, die Motion 20130120 in diesem Sinne in ein Postulat umzuwandeln, als solches erheblich zu erklären und als erfüllt abzuschreiben.



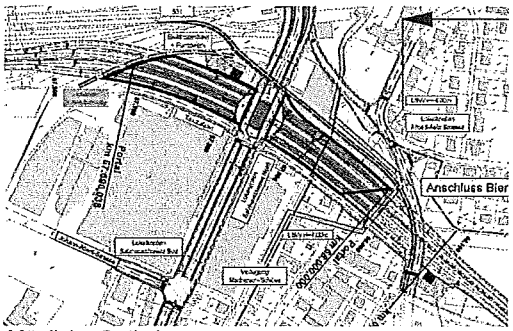
Variante des Generellen Projekts, Juni 2012



Vorschlag der Stadt Biel, Juli 2012



Vorschlag des TBA, März 2013



Mögliche Optimierung

Biel, 14. August 2013

Namens des Gemeinderates

Der Stadtpräsident: Der Vize-Stadtschreiber:

Erich Fehr Julien Steiner

Beilage: Motion 20130120

Motion

Stadtverträglicher Autobahnanschluss Bienne-Centre

Der Gemeinderat wird aufgefordert, sich weiterhin beim Kanton Bern und beim Bund für seinen Vorschlag von 2012 einzusetzen. Darin forderte er, dass die Öffnung des Bienne-Centre-Anschlusses nordwestwärts vom Bahnhof und südostwärts durch die Gurnigelstrasse begrenzt wird.

Begründung:

Der Kanton Bern ist diesem Vorschlag nur teilweise nachgekommen. Zwar hat er hat die Öffnung um einige Meter nach Nordwesten verschoben, aber weder bis zum Bahnhof noch bis zur Gurnigelstrasse.

Am Nordwestende des Anschlusses (beim Bahnhof) würde dieser kaum stören, ganz im Gegensatz zum Südwestende, wo der Anschluss die Lebensqualität im Wohnquartier stark beeiträchtigen würde.

Die Gurnigelstrasse würde, auch durch den momentan in Nidau besprochenen Rückbau, eine direkte Verbindung für den Langsanverkehr zwischen den Städten Biel und Nidau.

Beilage:

Der Motion ist eine Seite angehängt:

1. Plan: Planauflage 2012 des Kantons Bern

2. Plan: Vorschlag 2012 der Stadt Biel

3. Plan: Vorschlag 2013 des Kantons Bern

Die Gurnigelstrasse ist auf allen 3 Plänen Magenta markiert.

Biel, 21. März 2013, überparteiliche Motion der Fraktionen glp, Grüne und SP/PS:

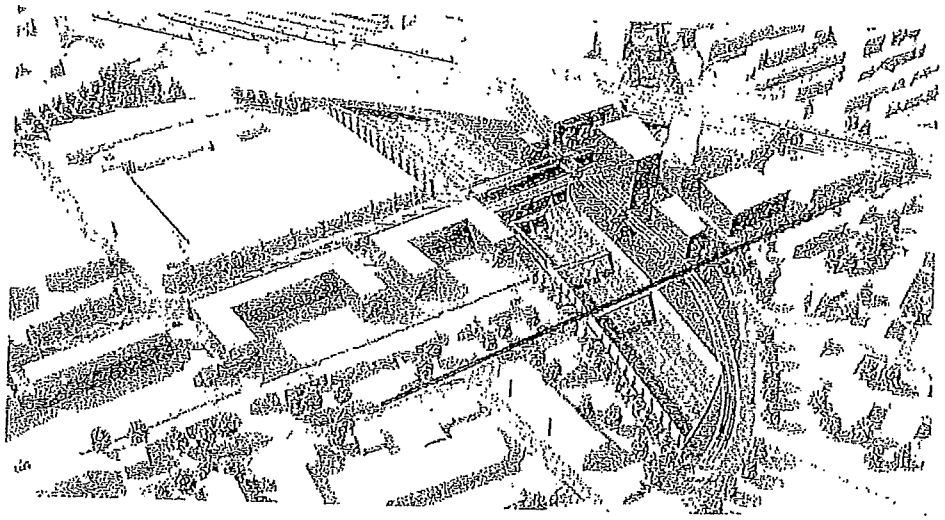
Max Wiher
Fraktion glp

Pablo Donzé
Fraktion Grüne

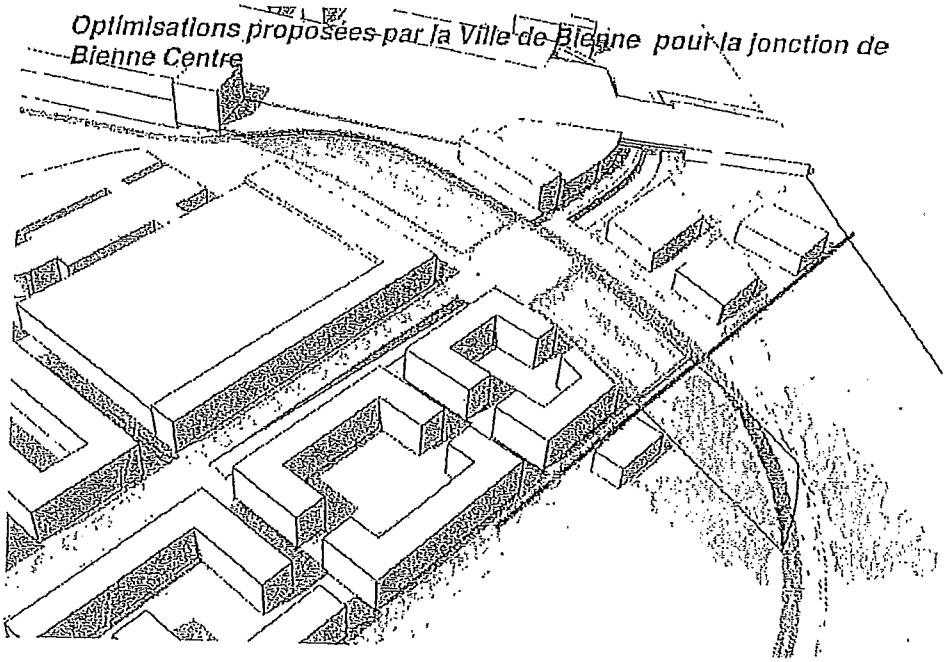
Dana Augsburger
Fraktion SP/PS

Beilage zur Motion (eingereicht am 21.3.2013):
Stadtverträglicher Autobahnanschluss Bienne-Centre

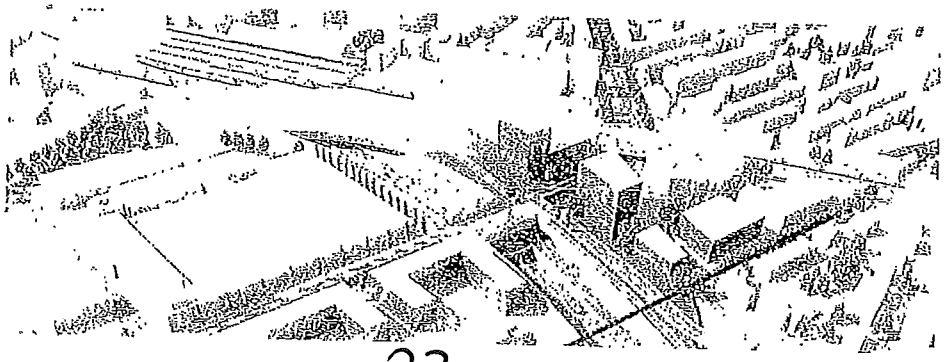
Planauflage 2012
des Kantons Bern



Vorschlag 2012
der Stadt Biel



Vorschlag 2013
des Kantons Bern



Annexe n° 10

Beantwortung

der Motion 20130268, Leonhard Cadegt, Fraktion FDP/PRR/EVP/EDU, "Transparenz für das Parlament und Standortförderung durch Open Government Data"

Mit der Motion wird der Gemeinderat aufgefordert,

1. "Im Sinne von Open Government Data Rechnung und Budget für das Parlament und die interessierte Öffentlichkeit wesentlich transparenter darzustellen, indem vorhandene Datensätze visualisiert werden,
2. die Vorbereitungen zu treffen, damit in weiteren Bereichen die Transparenz der Verwaltungstätigkeit durch Veröffentlichung rechtlich unproblematischer Daten die wirksame politische Steuerung durch das Parlament verbessert, die Innovation (Standortförderung, volkswirtschaftlicher Mehrwert) verstärkt und die behördenübergreifende Zusammenarbeit unterstützt und vereinfacht werden,
3. dazu eine Begleitgruppe zur pragmatischen Gestaltung dieses ersten Schrittes einzusetzen, in der Fachleute, Verwaltung und Parlament vertreten sind."

Zur Begründung führt der Motionär an, dass das Parlament anlässlich der jährlichen Behandlung von Rechnung und Budget über zu wenig Informationen verfüge, um in der begrenzten Zeit die notwendigen Überprüfungen durchzuführen. Die notwendigen Daten seien zwar in der Verwaltung vorhanden, müssten aber "richtig herausgezogen und dargestellt" werden. Mit erhöhter Datentransparenz würden die Arbeit des Parlaments effizienter und die Akzeptanz und das Vertrauen in die Arbeit der Verwaltung gestärkt.
Eine Begleitgruppe soll "die ersten Schritte zu einer zeitgemässen Transparenz und nachhaltigen Nutzung der Daten sowie der Modernisierung der Stadtverwaltung konstruktiv unterstützen".

Im Rahmen der übergeordneten Gesetzgebung obliegt es dem Gemeinderat, die Darstellung von Rechnung und Budget festzulegen. Die Verwaltung und Verwendung der Daten in der Stadtverwaltung ist ebenfalls eine Frage der operationellen Führung bzw. des Vollzugs übergeordneter Gesetzgebung. Damit liegt der Entscheid, ob in der Stadtverwaltung ein Datenmanagementsystem im Sinne von Open Government Data (Einrichtung eines öffentlichen Portals für Verwaltungsdaten) eingeführt wird (unter Vorbehalt allfälliger Finanzkompetenzen) bei der Exekutive. Die Forderung ist nicht motionsfähig.

Forderungen nach mehr Aussagekraft der Grundlagen für Rechnungs- und Budgetentscheide wurden bereits mehrmals im Stadtrat formuliert. Letztmals mit Postulat 20100038 von Sabine Kronenberg, GLP, "Übersichtlichkeit in Rechnung und Budget der Stadt Biel". In der Folge wurden verschiedene zusätzliche Daten in die Darstellungen aufgenommen und auch auf der Homepage publiziert (s. namentlich Antwort des Gemeinderates vom 23. April 2010). Die vorliegende Forderung verlangt zusätzlich, dass sämtliche Daten, welche für die Erstellung von Budget und Rechnung herangezogen werden, für Stadtrat und Bevölkerung (elektronisch) zugänglich gemacht werden. Darüber hinaus sollen weitere Daten der Verwaltung im Sinne von "Open Government Data" veröffentlicht werden.

In diesem Zusammenhang ist vorab darauf hinzuweisen, dass eine umfassende, transparente und empfängerorientierte Veröffentlichung von Budget und Jahresrechnung für unterschiedliche Adressatenkreise (Parlament, Bevölkerung und weitere) auch ein zentrales Anliegen des Gemeinderates ist. Durch die gesetzlich geforderte Umstellung der Rechnungslegung auf HRM2 und der damit verbundenen Einführung neuer Instrumente (gestufte Erfolgs-

rechnung, Geldflussrechnung, Anlagen- und Rückstellungsspiegel) ab 1.1.2016 werden die heute bestehenden Mängel in der Darstellung der Finanzdaten künftig zu einem guten Teil behoben. Die neue Rechnungslegung richtet sich jedoch in erster Linie immer noch an Spezialisten und umfasst (noch) keine visuellen / interaktiven Darstellungsformen im Sinne des erwähnten „Open Government Data" (OGD).

OGD ist ein aus den USA stammender neuer Trend in den öffentlichen Verwaltungen, welcher in der Schweiz bislang von wenigen Grossstädten aufgenommen wurde. Es handelt sich kurz zusammengefasst um eine neue (andere) Form der Verwaltung, Verwendung und Publikation der Daten öffentlicher Verwaltungen, welche das Öffentlichkeitsprinzip erweitert und fortschreibt (Umkehr der "Hol-Schuld in Bring-Prinzip"). "Es werden ganze Datenbestände des öffentlichen Sektors von Behörden und Verwaltung im Interesse der Allgemeinheit ohne jede Einschränkung zur freien Nutzung, zur Weiterverbreitung und zur freien Weiterverwendung frei zugänglich gemacht" (Definition Wikipedia – "Idee offener Verwaltungsdaten"; Quelle: Jörn von Lucke und Christian P. Geiger: "Open Data Government – Frei verfügbare Daten des öffentlichen Sektors" – Gutachten zur T-City Friedrichshafen).
In der Schweiz besteht seit dem Jahr 2012 mit der vom Motionär erwähnten Studie der Berner Fachhochschule eine erste wissenschaftliche Grundlage zum System, welche dieses unter rechtlichen, ökonomischen sowie gesellschafts- und staatspolitischen Aspekten untersucht (Open Government Data Studie Schweiz der Berner Fachhochschule, Kompetenzzentrum Public Management und E-Government, Juni 2012).

In der Schweizer Studie wird OGD als Möglichkeit beschrieben, den gesellschaftlichen Nutzen der Verwaltungstätigkeit, das wirtschaftliche Wachstum sowie die Transparenz zu fördern. So könnten OGD-Applikationen den Alltag der Bürgerinnen und Bürger erleichtern, den Umgang mit den Behörden effizienter gestalten oder komplizierte Sachverhalte durch Visualisierung der Daten leichter verstehen lassen (vgl. dazu OGD-Applikation zu Budget und Rechnung der Stadt Zürich unter data.stadt-zuerich.ch). Gleichzeitig könne als "positiver Nebeneffekt" auch die Effizienz der Verwaltung gesteigert werden, da bspw. durch die Rückmeldungen der Benutzer die Qualität der Behördendaten verbessert wird (s. Studie S. 12). Welche Datenbestände im Interesse der Nutzer zu Verfügung gestellt werden sollen und welche Rahmenbedingungen für ihre Veröffentlichung notwendig sind, müsse in einem "Dialog zwischen Behörden und Öffentlichkeit" definiert werden (Studie S. 10 Ziff. 2.5).
Als Schlussfolgerung der Untersuchung von Chancen und Risiken wird in der Studie andererseits Folgendes ausgeführt: "Die Nutzung offener Behördendaten wird voraussichtlich selektiv bezüglich Alter, Bildung und Einkommen sein (männlich, jung und leicht überdurchschnittlich gebildet), sodass OGD wohl tendenziell einen bloss selektiven Zuwachs an staatspolitischem Wissen und politischer Partizipation generieren wird. (...) OGD verspricht vielerlei Anwendungen, die den Bürgerinnen und Bürgern den Zugang zu Informationen (z.T. Echtzeitdaten) ermöglichen, die ihnen den Alltag erleichtern. Angesichts der erwarteten Selektivität der Nutzung ist jedoch zu beachten, dass eine Einführung von OGD nicht mit einer Verknappung der Mittel für den herkömmlichen Service Public verbunden wird" (s. Studie S. 25 Ziff. 4.1).

Vor diesen Hintergrund erscheint es dem Gemeinderat durchaus interessant, die Idee von OGD (vorerst beschränkt auf ausgewählte Datenkategorien wie bspw. Budget- und Rechnungsdaten) weiterzuverfolgen. Voraussetzung ist jedoch, dass dadurch der Service public weder verteuert noch eingeschränkt wird.
Es kann diesbezüglich bereits an dieser Stelle darauf hingewiesen werden, dass der Aufbau eines sogenannten „Informationscockpits" für Finanzdaten, welches auf Grundlagendaten von HRM2 basiert, technisch grundsätzlich in jeder gewünschten Ausprägung realisiert werden kann. Es können daraus andererseits erhebliche Investitionskosten (Datenmodellkonzeption, SAP- und weitere Schnittstellen, Systemkonfiguration etc.) resultieren. Hinzu kom-

men Folgekosten für die Datenaufbereitung und –pflege. Die Erfahrungen aus vergleichbaren Projekten (Bund) zeigen zudem, dass es sich aufgrund der bevorstehenden umfassenden Systemumstellung bei den Finanzdaten (SAP) per 1.1.2016 nicht empfiehlt, bereits vorgängig die Realisierung von einzelnen Elementen (Visualisierung Budget) voranzutreiben, bevor die dafür notwendigen Datenstrukturen und –Grundlagen in den Basisystemen vorhanden sind.

Der Gemeinderat wird eine Arbeitsgruppe mit Vertreterinnen und Vertretern von Parlament und Verwaltung unter der Leitung der Abteilung Finanzen für eine erste Evaluation von OGD-Möglichkeiten im Bereich der Finanzdaten einsetzen. In diesem Sinne empfiehlt er, die Motion in ein Postulat umzuwandeln und erheblich zu erklären.

Biel, 28. August 2013

Namens des Gemeinderates

Der Stadtpräsident:	Die Stadtschreiberin:
Erich Fehr	Barbara Labbé

Beilage:
- Motion 20130268

FDP Die Liberalen | PRR Les Radicaux Romands | EVP Evangelische Volkspartei | EDU UDF Eidgenössisch-Demokratische Union Union Démocratique Fédérale Unione Democratica Federale

Vorstoss Nr./Interv. no: 130268
Termin GR/Délai CM: 20.11.2013
Direktion/Direction: STK
Mitbericht/Corapport: PRA/FID

25.06.13

Motion

Stadtkanzlei/Chancellerie municipa

Transparenz für das Parlament und Standortförderung durch Open Government Data

Der Gemeinderat wird aufgefordert,

1. im Sinne von *Open Government Data (OGD)*[1] Rechnung und Budget für das Parlament und die interessierte Öffentlichkeit wesentlich transparenter darzustellen, indem vorhandene Datensätze visualisiert werden,
2. die Vorbereitungen zu treffen, damit in weiteren Bereichen die Transparenz der Verwaltungstätigkeit durch Veröffentlichung rechtlich unproblematischer Daten die wirksame politische Steuerung durch das Parlament verbessert,die Innovation (Standortförderung, volkswirtschaftlicher Mehrwert) verstärkt und die behördenübergreifende Zusammenarbeit unterstützt und vereinfacht werden,
3. dazu eine Begleitgruppe zur pragmatischen Gestaltung dieses ersten Schrittes einzusetzen, in der Fachleute, Verwaltung und Parlament vertreten sind.

Begründung

Die Informationen der Verwaltungstätigkeit sind ein Schatz, den es zu heben gilt. Andere Städte haben dies bereits erkannt: Beispiele sind Wien, Berlin, Bern und Zürich. Sie nutzen in zunehmendem Masse die verfügbaren Technologien und aktuellen Forschungen. So stellt die Open Government Data Studie Schweiz der Berner Fachhochschule vom Juni 2012 fest: „*Der Gedanke der OGD entspricht der konsequenten Weiterentwicklung des Öffentlichkeitsprinzips. Bürger, Parteien und Medien erhalten dank OGD und den damit verbundenen Verarbeitungsmöglichkeiten einen transparenteren Einblick in die Tätigkeit von Regierung und Verwaltung und können dadurch ihre politischen Rollen kompetenter wahrnehmen.*"

Jedes Jahr bearbeitet der Stadtrat unter erheblichem Zeitdruck Rechnung und Budget. Um für einen einzelnen Budgetposten die notwendigen Entscheidungsinformationen zu bekommen,

---

[1] „*Als Open Government Data (OGD) werden die offene Zugänglichkeit und freie Wiederverwendbarkeit von Behördendaten bezeichnet, sofern dadurch nicht Datenschutz-, Urheberrechts- oder Informationsschutzbestimmungen verletzt werden.*" (OGD Studie Schweiz 2012, S. 3)

sind viele Telefonate und Abklärungen notwendig. Die Zeit ist knapp, deshalb können sie oft nicht durchgeführt werden. Für die Mehrheit der Parlamentarierinnen und Parlamentarier bleibt ein mulmiges Gefühl zurück: Wir wissen nicht genügend genau, was wir da beschliessen und können gar nicht richtig steuern.

Dabei liegen die Informationen zur wirksamen politische Steuerung in der Verwaltung vor, sie müssen nur richtig herausgezogen und dargestellt werden. Mit offenen und zugänglichen Daten kann das Parlament besser entscheiden, die Medien können besser informieren und die Bürger/innen können sich besser eine Meinung bilden und gegebenenfalls mitwirken. Das bringt mehr Transparenz und damit auch mehr Vertrauen, Akzeptanz und Legitimation.

Darüber hinaus wirken veröffentlichte Daten attraktiv für den Wirtschafts- und Wohnstandort Biel/Bienne. Wer weiss, was er vorfindet, ist auch eher bereit, sich zu engagieren.

Zur Lancierung regen wir an, eine Begleitgruppe zu bilden, die diesen ersten Schritt zu einer zeitgemässen Transparenz und nachhaltigen Nutzung der Daten sowie der Modernisierung der Stadtverwaltung konstruktiv unterstützt. Denkbar wäre ein kleiner Pilot, beispielsweise zur Visualisierung des Budget, mit dem die Fragen nach den Rahmenbedingungen aus strategischer, organisatorischer, rechtlicher oder technischer Sicht, nach den Anspruchsgruppen, den Daten und ihrer Relevanz behandelt werden können.

Leonhard Cadetg, Fraktion FDP/PRR/EVP/EDU

A n n e x e s

A n h a n g

11-21

au procès-verbal n° 13

du 21 novembre 2013

zum Stadtratsprotokoll Nr. 13

vom 21. November 2013

Annexe n° 11

Beantwortung

der Motion 20130121, Leonhard Cadetg, FDP, "Perspektiven für das Schulhaus an der Unionsgasse"

Mit der Motion soll der Gemeinderat beauftragt werden, das Schulhaus an der Unionsgasse

1) zu verkaufen und

2) zu zeigen, wie er den dadurch fehlenden Schulraum in der Schulraumplanung mittelfristig durch neuen Schulraum in Leichtbauweise und kurzfristig durch provisorisch erstellte Schulräume ersetzen kann.

Der Gemeinderat nimmt zu den Anliegen der Motion wie folgt Stellung:

Das Schulhaus Unionsgasse wurde 1870 bis 1874 erbaut und 1937 aufgestockt. Die Schulanlage befindet sich in einem eher schlechten Zustand und müsste dringend saniert werden, vor allem die Fassade. Im Innern befinden sich die Räumlichkeiten in einem relativ gutem Zustand, jedoch besteht bei der Haustechnik, bei den Energie- und Brandschutzvorschriften sowie Behindertengägigkeit, Handlungsbedarf. Die Kosten für eine Sanierung werden auf ca. CHF 6 Mio und mehr geschätzt.

Nichtsdestotrotz kann die Liegenschaft an der Unionsgasse ohne wesentliche Investitionen unmittelbar für schulische Zwecke verwendet werden. Die zentrale Lage mit hervorragender Erschliessung durch den öffentlichen Verkehr macht den Standort attraktiv für zentralisierte, schulische Nutzungen wie Psychomotorik, Logopädie oder Begabtenförderung. Auch für kostenpflichtige Drittnutzungen, wie die Volkshochschule oder Kurse in heimatlicher Sprache und Kultur ist der Standort sehr geeignet.

Aufgrund der aktuellen Kapazitätsengpässe in fast allen Schulen, insbesondere im Zentrum, ist das Schulhaus Unionsgasse heute ein wichtiger Bestandteil des Gebäudesbestandes im Verwaltungsvermögen. Durch die Unterbringung verschiedener schulischer Dienste können die übrigen Schulhäuser entlastet werden.

Ab dem Schuljahr 2013/2014 sind in der Schulanlage Unionsgasse das Infocafé und der Mädchentreff von Jugend und Freizeit, zwei Kindergärten sowie Schulräume für Drittnutzungen, insbesondere die Volkshochschule, untergebracht. Zurzeit wird geprüft, ob die Psychomotoriktherapie, heute im Battenbergschulhaus, sowie die französischsprachige Logopädie, heute in einer Villa an der Florastrasse, im Gebäude Unionsgasse untergebracht werden können.

Es gilt somit festzustellen, dass das Unionsschulhaus bis zu einer langfristigen Klärung der Schulstandorte im Stadtzentrum eine bedeutende Raumreserve darstellt. Insbesondere könnte das Schulhaus auch als Ausweichstandort während der Sanierung des Dufour-Schulhauses genutzt werden.

Die Kapazität im Unionsschulhaus ist bis zur Schaffung des zusätzlichen Schulraums unbedingt erforderlich. Ein Verkauf des Schulhauses an der Unionsgasse ist aus heutiger Sicht nicht sinnvoll. Sobald ein entsprechender Ersatz für den aktuellen sowie den zusätzlichen Schulraumbedarf im Zentrum geschaffen werden kann, erachtet der Gemeinderat einen Verkauf des Gebäudes als durchaus prüfenswert.

Das Anliegen des Vorstosses ist in Anwendung von Art. 39 Abs. 1 lit. d Stadtordnung (SGR 101.1) in Verbindung mit Art. 40 der Geschäftsordnung des Stadtrates /SGR 151.21) motionsfähig.
Aufgrund der vorangegangenen Ausführungen beantragt der Gemeinderat, die Motion 20130121 erheblich zu erklären.

Biel, 4. September 2013

Namens des Gemeinderates

Der Stadtpräsident:	Der Vize-Stadtschreiber:
Erich Fehr	Julien Steiner

Beilage: Motion 20130121

60/12

FDP
Die Liberalen

FDP. Die Liberalen Biel
Postfach 466
2501 Biel

info@fdp-biel-seeland.ch
www.fdp-biel-seeland.ch

Vorstoss Nr./Interv. no: 13012
Termin: CT/Délai CM: 4.9.13
Direktion/Direction: FID
Mitbericht/Corapport: BKS, BEU

21.03.13

Stadtkanzlei/Chancellerie municipale

Motion

Perspektiven für das Schulhaus an der Unionsgasse

Der Gemeinderat wird aufgefordert, das Schulhaus an der Unionsgasse

1. zu verkaufen und
2. zu zeigen, wie er den dadurch fehlenden Schulraum in der Schulraumplanung mittelfristig durch neuen Schulraum in Leichtbauweise und kurzfristig durch provisorisch erstellte Schulräume ersetzen kann.

Begründung

Das Schulhaus an der Unionsgasse wird zurzeit an den Kanton vermietet und soll ab Sommer 2013 Kindergartenklassen beherbergen. Es ist seit längerem in einem desolaten Zustand, keine gute Visitenkarte für die Stadt Biel.

In der Schulraumplanung kann dieses Gebäude nur eine untergeordnete Rolle spielen. Es ist zu klein, als dass es heute als eigenständige Schule geführt werden sollte.

Im Gebäudeunterhalt möchte die Stadt Biel die Eigentümerinnen und Eigentümer motivieren, ihre Liegenschaften in einem guten Zustand zu halten. Wo die Stadt selbst aus naheliegenden Gründen nicht in der Lage ist, als gutes Beispiel voranzugehen, muss sie das Gebäude veräussern. Nur so kann sie diesen wichtigen Beitrag für die Attraktivierung der Stadt angemessen leisten.

Obschon die Unionsgasse kurzfristig in der Schulraumplanung eine gewisse Rolle spielt, ist sie ersetzbar. Durch geeignete kostengünstige und voll funktionstüchtige Bauten in unmittelbarer Nähe bestehender Schulen kann die Lücke gut geschlossen werden. Sozusagen als Nebeneffekt lässt sich die Durchlässigkeit ohne Basisstufe pragmatisch realisieren.

Leonhard Cadetg, FDP

F. Schor

Natasha Pettet

F. Roi

PLR
Les Libéraux-Radicaux

PLR
I Liberali

PLD
Ils Liberals

Annexe n° 12

Réponse

au postulat interpartis 20130123 – Roland Gurtner, PASSERELLE, Pablo Donzé, Les Verts, «Réalisation d'un plan piétons à Bienne»

Les auteurs du présent postulat demandent au Conseil municipal d'élaborer un plan directeur des chemins pour piétons (Plan piétons) en vue de promouvoir les déplacements à pied à Bienne.

Comme le mentionnent les intervenants, l'objet du postulat ainsi que ses motivations vont dans le sens des objectifs fixés par la Ville de Bienne dans le cadre de plusieurs programmes en cours. En plus de ceux soulevés par le postulat, on peut encore citer:

1) Le projet d'agglomération (paquet de mesures pour un réseau cycliste et piétonnier), où ont été répertoriées les principales lacunes sur les liaisons piétonnes principales avec la description des mesures pour y remédier.

2) Le système de signalétique pour piétons mis en place en 2009, qui se base sur un réseau défini d'itinéraires sûrs.

3) Le catalogue de mesures du label «Cité de l'énergie» en matière de mobilité non motorisée stipule, entre autres:

   «4.3.1. Réseau piétonnier, signalisation

   La collectivité crée un réseau de chemins piétonniers attrayant couvrant tout le territoire.

   Exemples de mesures:

   - *analyse et réduction des endroits dangereux*
   - *signalisation avec indication des destinations et des temps de parcours*
   - *mesures visant à améliorer la sécurité sur le chemin de l'école*
   - *distribution de plans de ville avec différentes informations sur la mobilité et*
   - *principe d'accessibilité égalitaire pour les personnes à mobilité réduite»*

4) L'«initiative des villes» pour la promotion de la marche, du vélo et des TP (en cours de traitement).

Dans ce contexte, les besoins de tous les usagers de la route sont systématiquement pris en compte lors de travaux sur les infrastructures et plusieurs projets d'aménagement en faveur des piétons sont planifiés ou en cours.

Compte tenu de ce qui précède, les **objectifs infrastructurels** définis dans un **plan directeur pour piétons** (dans le but d'améliorer les conditions de déplacement des piétons) sont remplis par les outils de planification mentionnés ci-dessus. Dans ce cadre, les quatre premières mesures demandées par les intervenants sont déjà mises en œuvre, à savoir:

- *«Mettre en place un réseau de cheminements sûr, continu et confortable pour tous;*
- *Revaloriser des places et en créer de nouvelles;*
- *Rendre les carrefours, les rues et les trottoirs plus accueillants;*
- *Créer des itinéraires sécurisés aux abords des écoles et des établissements médico-sociaux pour personnes âgées.»*

Or, un **plan piétons** (en ligne et sous format papier), dans le sens d'un **instrument de communication**, qui se base sur l'infrastructure existante et donne les informations nécessaires aux déplacements à pied (itinéraires préférentiels pour les déplacements réguliers, balades thématiques, temps de parcours, services à disposition sur la route, etc.) nous semble cependant utile, dans le but de promouvoir les déplacements piétons, comme demandé par les intervenants.

Ce nouvel outil devrait permettre de compléter le concept de signalétique existant en ville. Dans ce sens, l'élaboration du plan piétons devra se baser sur les études déjà menées et ayant abouties à l'identification d'itinéraires servant au concept de signalétique. Ce plan existant pourra être complété par diverses informations afin d'obtenir un document complet, notamment:

1. les temps de parcours;
2. les nœuds intermodaux (stations de vélos en libre service «velospot», transports publics);
3. les promenades thématiques;

Il est proposé que ce projet se construise sous l'égide du Département de l'urbanisme en partenariat avec les acteurs-clés concernés. En ce qui concerne la partie ayant trait aux promenades thématiques, celle-ci devra être menée par le Service de la culture, en partenariat avec Tourisme Bienne Seeland.

Un tel plan piétons permettrait par ailleurs à la Ville de Bienne d'obtenir les 2 points manquants du Label Cité de l'énergie (8,0 points sur 10,0 lors du ré-audit 2012).

En conclusion, le Conseil municipal est d'avis que la réalisation d'un «Plan piétons» axé sur les infrastructures existantes devrait être envisagée, mais que l'élaboration d'un plan directeur proprement dit n'apparaît pas judicieuse, compte tenu en particulier de la situation actuelle des finances communales.

Au vu de ce qui précède, le Conseil municipal propose au Conseil de ville d'adopter le postulat interpartis 20130123.

Bienne, le 14 août 2013

Au nom du Conseil municipal

Le maire:	Le vice-chancelier:
Erich Fehr	Julien Steiner

Annexe: postulat interpartis 20130123

Vorstoss-Nr. 130173
49.13
PRA
PEA

POSTULAT INTERPARTIS

Réalisation d'un plan piétons à Bienne

Le Conseil municipal est prié d'élaborer un plan directeur des chemins pour piétons (plan piétons) en vue de promouvoir les déplacements à pied en ville de Bienne.

Développement

La marche à pied est bonne pour la santé, ménage l'environnement et contribue à réduire les nuisances du trafic automobile (pollution de l'air, bruit, accidents, bouchons). Un plan directeur des chemins piétons (plan piétons) tel qu'il existe à Genève ou à Bâle, comprenant une stratégie avec un plan de mesures, inciterait les habitants de Bienne à se déplacer davantage à pied plutôt qu'en voiture. Un tiers des trajets parcourus en voiture font moins de 3 km et même 12% d'entre eux sont inférieurs à 1 km. Dans une ville comme Bienne, où les distances sont courtes, le potentiel d'accroissement du trafic piétonnier est donc élevé.

Un réseau de chemins pour piétons attrayant, sûr et libre d'obstacles, de même que des mesures d'information et d'encouragement favorisent le transfert modal vers la mobilité douce et contribue à augmenter la qualité de vie en ville.

D'une manière générale, un tel plan piétons vise à améliorer les conditions de déplacement des piétons, en accordant une attention particulière aux individus les plus vulnérables, comme les enfants, les personnes âgées ou les personnes à mobilité réduite. Concrètement il s'agirait de

- mettre en place un réseau de cheminements sûr, continu et confortable pour tous ;
- revaloriser des places et en créer de nouvelles ;
- de rendre les carrefours, les rues et les trottoirs plus accueillants ;
- créer des itinéraires sécurisés aux abords des écoles et des établissements pour personnes âgées ;
- encourager la promenade en proposant une série d'itinéraires pédestres thématiques (comme à Genève) – par exemple « Promenades au fil de l'eau »;
- créer une carte des temps de parcours à pied telle qu'il en existe une pour les cyclistes (temps nécessaire pour aller d'un lieu à l'autre à une vitesse moyenne de marche de 5 km/h).

La réalisation d'un plan piéton s'inscrit dans les objectifs du plan directeur régional en matière de transports (CRTU 2012) – qui relève les points faibles en matière de mobilité douce et propose une série de mesures pour y remédier – ainsi que du projet intercommunal Mobiclick, qui vise à accroître la part du trafic piétonnier et cycliste. En outre, la ville de Bienne a signé la « Charte pour une mobilité urbaine durable » de la Conférence des villes pour la mobilité, par laquelle elle s'engage à « proposer un réseau pédestre direct, sûr, attrayant et cohérent ».

Liens :

Fusswegnetz Basel : http://www.mobilitaet.bs.ch/themenundprojekte/fussundveloverkehr/fusswegnetz.htm

Plan piétons Genève: http://www.ville-geneve.ch/themes/mobilite/pieton/cinq-actions-faveur-pieton/

21 mars 2013

Roland Gurtner, PASSERELLE

Pablo Donzé, Les Verts

44

Annexe n° 13

Beantwortung

des Postulates 20130122, Leonhard Cadetg, FDP, "Behinderung durch Baustellen minimieren"

Das Postulat fordert vom Gemeinderat, Massnahmen zu prüfen, die zu verkürzten Bauzeiten führen. Dies mit der Idee, den Verkehrsfluss zu verbessern und die Stadt zu verschönern. Zudem wird im Postulat auch auf gängige Massnahmen hingewiesen, welche auf Grossbaustellen, wie beispielsweise Autobahnsanierungen, eingesetzt werden.

Die Menge der Arbeitsstunden, die bei einer Baustelle anfallen, sind durch den Umfang der betroffenen Arbeiten gegeben. Wird nun das Ziel verfolgt, die Gesamtbauzeit zu verkürzen, stehen prinzipiell zwei Möglichkeiten zur Verfügung:

1. Der Baustellenperimeter wird flächenmässig ausgedehnt, damit gleichzeitig an verschiedenen Standorten Arbeiten ausgeführt werden können.

2. Die täglichen Arbeitszeiten werden ausgedehnt, indem die Bauunternehmung im Zwei-, respektive Dreischichtbetrieb arbeitet. Zweischichtbetrieb bedeutet Arbeitszeiten von 05.00 bis 22.00 Uhr, Dreischichtbetrieb bedeutet entsprechend einen 24-Stundenbetrieb und wird ausschliesslich auf Tunnelbaustellen angewendet.

Eine flächenmässige Ausdehnung wird im innerstädtischen Bereich oft durch die Faktoren der Aufrechterhaltung der Erschliessung der angrenzenden Liegenschaften und der Aufrechterhaltung der verkehrlichen Beziehungen begrenzt.

Die zeitliche Ausdehnung der Arbeitszeiten wird in Ausnahmefällen angewendet, wie zum Beispiel während der Sanierung der Kanalgasse. Im allgemeinen wird jedoch wegen den damit verbundenen und schlecht akzeptierten Lärmemissionen in den frühen Morgenstunden und am Abend im städtischen Bereich darauf verzichtet. Diese Massnahme führt im Weiteren zu höheren Baukosten und eine Garantierung gleichwertiger Qualität verlangt zusätzliche Massnahmen, dies zeigten auch die Projekte mit sogenannter konzentrierter Bauweisen in übrigen Städten wie zum Beispiel in der Berner Altstadt.

Im Rahmen von Bauvorhaben der Abteilung Infrastruktur werden häufig koordiniert Bauvorhaben durch Dritte wie ESB, Swisscom und Weiteren realisiert. Diese Bautätigkeiten werden in der Eigenverantwortung der entsprechenden Werke ausgeführt und entziehen sich grösstenteils dem Einflussbereich der Stadtverwaltung. Der Umfang dieser Arbeiten übersteigt nicht selten den der städtischen Vorhaben und führen damit auch zu einer entsprechenden Bauzeitverlängerung.

Für die Baustellen der Abteilung Infrastruktur werden alle Aspekte abgewogen und jeweils ein optimiertes Bauprogramm mit der Unternehmung vereinbart und vertraglich fixiert. Die Massnahmen für das Garantieren der vertraglich bindenden Termine entsprechen, neben anderen, den im Postulat aufgeführten Möglichkeiten. Es gilt aber auch zu berücksichtigen, dass terminbezogene finanzielle Anreize und Strafen oft mit juristischen Auseinandersetzun-

gen verbunden sind und damit wieder zu Mehrkosten führen. Als weitere Massnahme werden Unternehmungen, welche die vertraglichen Fristen bei früheren Aufträgen nicht respektiert haben, für Folgeaufträge nicht mehr berücksichtigt, beziehungsweise bei der Angebotsbeurteilung entsprechend benotet.

Auf Grund dieser Ausführungen beantragt der Gemeinderat dem Stadtrat, das Postulat erheblich zu erklären und als erfüllt abzuschreiben.

Biel, 28. August 2013

Namens des Gemeinderates

Der Stadtpräsident: Die Stadtschreiberin:

Erich Fehr Barbara Labbé

Beilage:
- Postulat 20130122

FDP
Die Liberalen

FDP. Die Liberalen Biel
Postfach 466
2501 Biel

info@fdp-biel-seeland.ch
www.fdp-biel-seeland.ch

Vorstoss Nr./In erv. no: 130122
Termin GR/Délai CM: 4.9.13
Direktion/Direction: BEU
Mitbericht/Co-rapport:

Stadtkanzlei/Chancellerie municipale

21.03.13

Postulat

Behinderung durch Baustellen minimieren

Der Gemeinderat wird aufgefordert zu prüfen, wie durch organisatorische und vertragliche Massnahmen die Bauzeiten von Baustellen, insbesondere im Tiefbau, verkürzt werden können.

Begründung

Jede Baustelle ist ein Hindernis und bedeutet deshalb für Unternehmen in der Stadt Biel Kosten. Ferner bieten Bauinstallationen, wie sie während Monaten in der Schüsspromenade wegen der Baustelle am Albert-Anker-Weg bestehen, keinen schönen Anblick.
Das Management der Zeitdauer von Baustellen ist komplex, weil meist viele Unternehmer beteiligt sind. Wird von der Bauherrin kein Anreiz gesetzt, werden solche Baustellen auch gerne als Arbeitspuffer gebraucht. Vertraglich können diese Motivationen für Bauunternehmen zum schnelleren Bauen unterschiedlich umgesetzt werden, indem beispielsweise die benutzte Fläche an den Bauunternehmer „vermietet" wird oder Konventionalstrafen für Terminüberschreitungen vereinbart sind. Während der Bauzeit kann zudem ein konsequentes Controlling beschleunigend wirken, das über die Verkehrsmassnahmen ohne grossen Aufwand ausgelöst werden könnte.
Mit dem Postulat ist beabsichtigt, dass der Gemeinderat die kostenneutralen Möglichkeiten zur Verschönerung der Stadt und zur Verbesserung des Verkehrsflusses durch Verkürzung der Bauzeiten aufzeigt und konsequent nutzt.

Leonhard Cadetg, FDP

47

PLR Les Libéraux-Radicaux | PLR I Liberali | PLD Ils Liberals

Annexe n° 14

Réponse

à l'interpellation 20130124, André Vuille, Groupe PPB/PDC, «54'000 habitants à Bienne, quelles conséquences collatérales ?»

L'intervenant souhaite connaître les conséquences possibles de la croissance démographique à Bienne, en particulier sur la structure de la population.

Comme le Conseil municipal l'a déjà rappelé dans sa réponse à l'interpellation 20120371, Pablo Donzé, «Structure de population», les Suisses et les Suissesses jouissent du droit fondamental de s'établir en un lieu quelconque du pays, en vertu de l'art. 24 de la Constitution fédérale sur la liberté d'établissement. Les dispositions de la Loi fédérale sur les étrangers (LEtr) s'appliquent aux personnes d'origine étrangère, et les accords bilatéraux aux citoyens de l'UE. Les communes suisses n'ont donc aucune marge de manœuvre en la matière. Cela signifie que les autorités locales ne peuvent influer que de manière limitée – si cela leur est seulement possible – sur les catégories de personnes venant s'établir dans la commune, au moyen d'une planification politique à long terme. Comme déjà indiqué dans l'interpellation susmentionnée, le Conseil municipal s'efforce de maintenir et d'améliorer la qualité de vie dans notre ville, afin de faire de Bienne une ville résidentielle attrayante pour tous. Il s'attache ainsi en particulier à créer des conditions-cadre propres à stimuler la création d'habitations pour les classes de revenus élevés.

Il n'est pas toujours possible de répondre aux questions de l'intervenant telles qu'elles sont formulées. En effet, une augmentation de 4000 habitantes et habitants ne signifie pas que 4000 personnes, facilement identifiables, sont venues s'installer à Bienne. Un nombre plus important de personnes sont concernées, étant donné qu'il faut aussi tenir compte des décès et des départs durant la période visée. En outre, il n'y a pas de statistiques séparées en fonction de la catégorie de nouveaux habitants dans les domaines qui intéressent l'intervenant. Il est donc tout simplement impossible de les identifier. Toutefois, le Conseil municipal a tenté de répondre aux questions en respectant autant que possible le sens de l'intervention:

1. En quelle année a été fêté(e) le(la) 50'000e habitant(e) ?

Le 50'000e habitant a été fêté le 9 septembre 2002.

2. Quelle est la répartition des citoyens suisses/étrangers en rapport avec l'augmentation des 4000 personnes concernées?

Comme indiqué plus haut, le passage à 54'000 habitants ne peut pas simplement être mis sur le compte de 4000 personnes identifiables. C'est pourquoi il est seulement possible de comparer le pourcentage d'étrangers de l'année où Bienne comptait 50'000 habitants (soit au 1.1.2003) et ce même pourcentage au 1.1.2013: il y avait 26,8 % d'étrangers au début de 2003 et 29,9 % au 1er janvier 2013.

3. Quel est le nombre des personnes devant être assumé par les services sociaux ? Et quel est le rapport citoyens suisses/étrangers ?

En 2003, 4468 personnes dépendaient de l'aide sociale; à fin 2012, elles étaient 6497. En 2002 (les chiffres pour 2003 manquent), 54 % d'entre elles étaient d'origine étrangère; en 2012, 54,7 %.

4. Dans sa réponse à l'interpellation de Madame Sermet, le Conseil municipal évoque «un nombre considérable de nouveaux établissements scolaires sera visiblement nécessaire». Quelle est la relation des effectifs d'élèves suisses/étrangers?

Le nombre d'élèves est déterminé chaque année au 15 septembre. Ils sont les suivants pour les années concernées:

2002: sur les 5439 élèves biennois, 36 % n'étaient pas suisses.

2012: sur les 5205 élèves biennois, 36,5 % n'étaient pas suisses.

En ce qui concerne le nombre d'élèves, il convient d'indiquer qu'il a diminué durant la première décennie du nouveau millénaire, avant de prendre l'ascenseur de manière inattendue.

5. Quel est le montant des recettes fiscales annuelles générées par les nouveaux habitants?

Pour les raisons déjà mentionnées, cette comparaison n'est possible qu'avec les chiffres globaux au 1er janvier des années concernées:

Impôts moyens d'une personne physique:

au 01.01.2003 = CHF 2388.- (nombre de contribuables: 33'624)

au 01.01.2013 = CHF 2229.- (nombre de contribuables: 38'477)

Les recettes fiscales moyennes plus basses découlent surtout de l'application de mesures légales de rang supérieur.

Pour conclure, il convient de souligner que le Conseil municipal ne voit pas, par principe, d'un mauvais œil une augmentation de la population dans le contexte mentionné en préambule. Et ce, également à la lumière de l'histoire de notre ville et de l'évolution de sa population, qui dépassait les 64'000 personnes dans les années 1960, avant que ce chiffre ne chute en dessous de 50'000 au cours des décennies suivantes.

Bienne, le 28 août 2013

Au nom du Conseil municipal

Le maire: La chancelière municipale:

Erich Fehr Barbara Labbé

Annexe: interpellation 20130124

49

13.01.24
4912
PR4
FID, RKS, DSS, BEC

INTERPELLATION

54'000 habitants à Bienne, quelles conséquences colatérales ?

L'augmentation du nombre des habitants de notre ville devrait être un élément positif ; cependant, seules les réponses aux questions ci-après permettront de le confirmer.

1) En quelle année a été fêté(e) le 50'000ème habitant(e) ?

2) Quelle est la répartition des citoyens suisses/étrangers en rapport avec l'augmentation des 4'000 personnes concernées ?

3) Quel est le nombre des personnes devant être assumé par les services sociaux ? Et quel est le rapport citoyens suisses/étrangers ?

4) Dans sa réponse à l'interpellation de Madame Sermet, le Conseil municipal évoque « un nombre considérable de nouveaux établissements scolaire sera visiblement nécessaire ». Quelle est la relation des effectifs d'élèves suisses/étrangers ?

5) Quel est le montant des recettes fiscales annuelles générées par les nouveaux habitants ?

André Vuille, Fraction PPBplus

21.3.2013

50

Annexe n° 15

Beantwortung

der Interpellation 20130118, Fritz Freuler, Grüne, "Steuerausfälle für die Stadt Biel"

Mit dem vorliegenden Vorstoss werden dem Gemeinderat 5 Fragen über Steuern gestellt. Aufgrund der nur eingeschränkt verfügbaren statistischen Daten der Steuerverwaltung des Kantons Bern können die gestellten Fragen nur in der nachstehend angepassten Form beantwortet werden.

1. *Wie hoch ist der geschätzte, kalkulatorische und teuerungsbedingte Gesamtsteuerertrag, der durch die Steuersenkungsmassnahmen des Bundes (Unternehmenssteuerreform), des Kantons und der Gemeinde der Stadt Biel jedes Jahr entgeht?*

   a) Bei den natürlichen Personen
   b) Bei den juristischen Personen
   c) Total kalkulatorischer Minderertrag 2012

   Gesetzliche Steuersenkungsmassnahmen sowie Anlagesenkungen im Zeitraum 2002-2012 bei Bund/Kanton/Gemeinde unter Berücksichtigung sämtlicher Kategorien von Steuerpflichtigen der natürlichen und juristischen Personen.

a) Bei den natürlichen Personen	CHF 13'500'000
b) Bei den juristischen Personen	CHF 900'000
c) Total kalkulatorischer Minderertrag	CHF 14'400'000

2. *Wie viel weniger Steuern bezahlen natürliche Personen 2012 im Vergleich zu 2002 mit einem steuerbaren Einkommen von CHF 40'000.00*

   a) Ledig
   b) Verheiratet mit 2 Kindern
   c) Anzahl steuerpflichtige Personen

	2002	2012	Reduktion
a) Ledig	2'503.60	2'338.35	165.25
b) Verheiratet mit 2 Kindern	2'114.50	1'944.95	169.55

   c) Auswertungsgrundlage steuerbares Einkommen: CHF 100 – 40'000

   Anzahl Steuerpflichtige alleinstehend: 12'340
   Minderertrag 2012 zu 2002: CHF 2'039'185

   Anzahl steuerpflichtige Personen verheiratet: 3'248
   Minderertrag 2012 zu 2002: CHF 550'698

3. *Wie viel weniger Steuern bezahlen natürliche Personen 2012 im Vergleich zu 2002 mit einem steuerbaren Einkommen CHF 80'000.00*

   a) Ledig
   b) Verheiratet mit 2 Kindern
   c) Anzahl steuerpflichtige Personen

2002	2012	Reduktion	
a) Ledig	5707.50	5'257.85	449.65
b) Verheiratet mit 2 Kindern	4'951.65	4'448.80	502.85

c) Auswertungsgrundlage steuerbares Einkommen: CHF 40'100 – 80'000

Anzahl Steuerpflichtige alleinstehend: 3'989
Minderertrag 2012 zu 2002: CHF 1'793'654

Anzahl Steuerpflichtige verheiratet: 4'374
Minderertrag 2012 zu 2002: CHF 2'199'466

4. *Wie viel weniger Steuern bezahlen natürliche Personen 2012 im Vergleich zu 2002 mit einem steuerbaren Einkommen von CHF 120'000.00*

a) Ledig
b) verheiratet mit 2 Kindern
c) Anzahl steuerpflichtige Personen

	2002	2012	Reduktion
a) Ledig	9'334.85	8'690.30	644.55
b) verheiratet mit 2 Kindern	8'245.55	7'460.50	785.05

c) Auswertungsgrundlage steuerbares Einkommen: CHF 80'100 – 120'000

Anzahl Steuerpflichtige alleinstehend: 399
Minderertrag 2012 zu 2002: CHF 257'175

Anzahl Steuerpflichtige verheiratet: 1'100
Minderertrag 2012 zu 2002: CHF 863'555

5. *Wie viel weniger Steuern bezahlen natürliche Personen 2012 im Vergleich zu 2002 mit einem steuerbaren Einkommen von CHF 160'000.00*

a) Ledig
b) Verheiratet mit 2 Kindern
c) Anzahl steuerpflichtige Personen

	2002	2012	Reduktion
a) Ledig	13'126.40	12'270.60	855.80
b) Verheiratet mit 2 Kindern	11'728.40	10'843.35	885.05

c) Auswertungsgrundlage steuerbares Einkommen: CHF 120'100 – 160'000

Anzahl Steuerpflichtige alleinstehend: 77
Minderertrag 2012 zu 2002: CHF 65'897

Anzahl Steuerpflichtige verheiratet: 285
Minderertrag 2012 zu 2002 CHF 252'939

Biel, 14. August 2013

Namens des Gemeinderates

Der Stadtpräsident:

Erich Fehr

Der Vize-Stadtschreiber:

Julien Steiner

Beilage: Interpellation 20130118

Vorstoss Nr./Interv. no: 130118
Termin GR/Délai CM: 4.9.13
Direktion/Direction: FID
Mitbericht/Corapport:

Stadtkanzlei/Chancellerie municipale

Interpellation

Steuerausfälle für die Stadt Biel

Besonders in den letzten zehn Jahren wurden auf Bundes-, Kantons- und Gemeindeebene mehrere Steuerrevisionen beschlossen, welche zu wiederholten Steuersenkungen führten. In der gleichen Zeitperiode sind durch wirtschaftliche Strukturänderungen, gesellschaftliche Entwicklungen und Wirtschaftskrisen zusätzliche Aufgaben für die öffentliche Hand entstanden, die finanziert werden müssen. Diese Entwicklung führt auch in der Stadt Biel zu einem Ungleichgewicht im Haushaltsbudget. Um vernünftige und richtige Entscheide in zukünftigen Budgetdebatten treffen zu können, bedarf es Antworten auf folgende Fragen:

1. Wie hoch ist der geschätzte, kalkulatorische und teuerungsbereinigte Gesamtsteuerertrag, der durch die Steuersenkungsmassnahmen des Bundes (Unternehmenssteuerreform), des Kantons und der Gemeinde der Stadt Biel jedes Jahr entgeht?
   a) Bei den natürlichen Personen
   b) Bei den juristischen Personen
   c) Total kalkulatorischer Minderertrag 2012

2. Wie viel weniger Steuern bezahlen natürliche Personen 2012 im Vergleich zu 2002 mit einem Steuerbaren Einkommen von CHF 40'000.00
   a) Ledig
   b) Verheiratet mit 2 Kindern
   c) Anzahl steuerpflichtige Personen

3. Wie viel weniger Steuern bezahlen natürliche Personen 2012 im Vergleich zu 2002 mit einem Steuerbaren Einkommen von CHF 80'000.00
   a) Ledig
   b) Verheiratet mit 2 Kindern
   c) Anzahl steuerpflichtige Personen

4. Wie viel weniger Steuern bezahlen natürliche Personen 2012 im Vergleich zu 2002 mit einem Steuerbaren Einkommen von CHF 120'000.00
   a) Ledig
   b) Verheiratet mit 2 Kindern
   c) Anzahl steuerpflichtige Personen

5. Wie viel weniger Steuern bezahlen natürliche Personen 2012 im Vergleich zu 2002 mit einem Steuerbaren Einkommen von CHF 160'000.00
   a) Ledig
   b) Verheiratet mit 2 Kindern
   c) Anzahl steuerpflichtige Personen

Biel, 21.3.2013

54

Fritz Freuler, Grüne

Annexe n° 16

Beantwortung

der Interpellation 20130119, Daphné Rüfenacht, Grüne, "Zusammensetzung des Verbrauchs Bieler Strom"

Der Gemeinderat kann die Fragen der Interpellation wie folgt beantworten:

Frage 1
Wie setzt sich der Bieler Strom im Jahr 2013 zusammen?

Die Zusammensetzung des Bieler Stroms für das Jahr 2013 kann erst im Frühjahr 2014 veröffentlicht werden, da sich das Konsumverhalten der verschiedenen Kundinnen und Kunden und somit der Bedarf an den verschiedenen Energieprodukten bis Ende Jahr noch verändern kann. Die Zusammensetzung wird im Rahmen der jährlichen, gesetzlich vorgeschriebenen Stromkennzeichnung publiziert.

Wie viele Konsumenten (natürliche und juristische) beziehen seit 2013 das Produkt „Standard" Strom aus 100% Wasserkraft aus der Schweiz

Bereits per 1. Januar 2012 hat der Energie Service Biel/Bienne (ESB) sein Angebot um ein Stromprodukt aus 100% erneuerbarer Energie als Wahlprodukt erweitert. Das Produkt „Standard" wird vollständig in Schweizer Wasserkraftwerken produziert. Bei allen ESB-Kundinnen und -Kunden wurde Ende 2011 mit einem persönlichen Schreiben um einen Wechsel vom Produkt Mix (Strom aus erneuerbaren und nicht erneuerbaren Quellen) zum neuen Produkt „Standard" geworben. Der Aufpreis für das neue Produkt „Standard" gegenüber dem herkömmlichen Produkt „Mix" betrug 0,5 Rp./kWh. Über 5'000 Kundinnen und Kunden (14% aller Kundinnen und Kunden des ESB) hatten sich im Jahr 2012 aktiv für das neue Produkt (opting in) und somit für Strom aus 100% erneuerbarer Energie entschieden. Dies repräsentiert ein Energievolumen von 18,7 GWh oder 5,6% des Gesamtverbrauches der Bieler Bevölkerung und Industrie.

Per 1. Januar 2013 wurde das Produkt „Standard" als neues Grundversorgungsprodukt für alle Bieler ESB-Kundinnen und -Kunden festgelegt. Wer weiterhin das Produkt „Mix" aus erneuerbaren und nicht erneuerbaren Quellen wünschte, musste dies dem ESB melden (opting out). Der Aufpreis für das Produkt „Standard" wurde gleichzeitig auf 0,4 Rp./kWh gesenkt.

Bis heute haben lediglich 606 Kundinnen und Kunden von ihrem Wahlrecht für das Produkt „Mix" Gebrauch gemacht. Diese repräsentieren jedoch ein Energievolumen von rund 90 GWh oder 27,5% des Gesamtverbrauches der Bieler Bevölkerung und Industrie. Über 35'000 Kundinnen und Kunden haben auf das Wahlrecht verzichtet und beziehen das Produkt „Standard" mit 100% erneuerbarer Energie. Demzufolge wird über 80% der Menge des in Biel verkauften Stroms aus erneuerbarer Energie bereitgestellt.

Zu diesem Erfolg hat sicher auch beigetragen, dass der ESB die Energiepreise für das Jahr 2013 dank einer geschickten Einkaufspolitik gegenüber dem Jahr 2012 senken konnte. Das Produkt „Standard" ist im 2013 günstiger als das Produkt „Mix" im 2012 war. Die Kundinnen und Kunden des ESB profitieren somit von einer ökologischeren Stromqualität und bezahlen erst noch weniger.

Frage 2
Wie war er in den Jahren 2011 und 2012 zusammengesetzt?

Die Zusammensetzung des gelieferten Stroms in den Jahren 2011 und 2012 ist aus der Stromkennzeichnung ersichtlich, die jedes Jahr an alle Bieler Kundinnen und Kunden zusammen mit der Rechnung verschickt wird.

Im Jahr 2011 setzte sich der ESB Strom aus 40,85% erneuerbarer Energie, aus 53,18% nicht erneuerbarer Energie und aus 5,97% nicht überprüfbarer Energieträger zusammen.

Im Jahr 2012 setzt sich das Produkt „Standard" aus 100% erneuerbarer Energie zusammen, das Produkt „Mix" aus 45,54% erneuerbarer Energie und aus 54,46% nicht erneuerbarer Energie. Der gesamte Liefermix des ESB über alle Produkte für das Jahr 2012 setzt sich aus 52,18% erneuerbarer Energie und 47,82% nicht erneuerbarer Energie zusammen.

Im Jahr 2013 wird sich der Liefermix nochmals deutlich in Richtung mehr erneuerbarer Energie verschieben, da – wie erwähnt – ein Grossteil der Kundinnen und Kunden mit dem Produkt „Standard" mit 100% erneuerbarer Energie versorgt werden. Auch wenn die definitiven Zahlen erst im Frühling 2014 vorliegen werden, kann schon jetzt gesagt werden, dass der Liefermix des ESB im laufenden Jahr wohl über 80% erneuerbare Energie enthalten wird.

Biel, 14. August 2013

Namens des Gemeinderates

Der Stadtpräsident: Der Vize-Stadtschreiber:

Erich Fehr Julien Steiner

Beilage: Interpellation 20130119

Verstöss Nr./Interv. nr: 13019
Termin GR/Délai CM: 4.9.13
Direktion/Direction: BEU
Mitbericht/Corapport:

Interpellation

Zusammensetzung des Verbrauchs Bieler Strom

Stadtkanzlei/Chancellerie municipale

Der Gemeinderat wird aufgefordert folgende Fragen zu beantworten:

1. Wie setzt sich der Bieler Strom im Jahr 2013 zusammen? Wie viele Konsumenten (natürliche und juristische) beziehen seit 2013 das Produkt *standard*, Strom aus 100 % Wasserkraft aus der Schweiz?
2. Wie war er in den Jahren 2011 und 2012 zusammengesetzt?

Begründung

Im Rahmen der Ausgliederung hat der Stadtrat den Ausstieg aus der Atomenergie und dem starken Ausbau von erneuerbaren Energien im neuen Reglement festgehalten.

Weiter hat die Bieler Bevölkerung anfangs März mit der Annahme des Gegenvorschlags von *bern erneuerbar* erneut bestätigt, die Energiewende zu wollen.

Seit Anfangs Jahr bietet der ESB das Produkt *standard* Strom aus 100 % Wasserkraft aus der Schweiz.

Die Frage stellt sich, ob die Bieler Bevölkerung nicht nur an der Urne die Energiewende bestätigen, sondern auch ob sie als Konsumenten bereit sind, erneuerbaren Strom zu bestellen.

Biel, 21. März 2013

Daphné Rüfenacht, Grüne

57

Annexe n° 17

Réponse

à la motion urgente 20130299, Caroline Jean-Quartier, Groupe socialiste, «La ville de Bienne doit sauver son seul gymnase bilingue»

La motion urgente prie le Conseil municipal de tout mettre œuvre pour éviter la suppression du Gymnase de la rue des Alpes (GA) menacé par les mesures d'économies urgentes du Canton. La requête est motivée par le fait que le GA constitue l'unique gymnase véritablement bilingue du canton de Berne et l'image même du bilinguisme biennois. De plus, le GA propose l'École supérieure de commerce de Bienne avec la filière «Certificat fédéral de capacité sans maturité professionnelle», une offre qui revêt une grande importance, surtout pour les jeunes ayant peu de chances de trouver une place d'apprentissage et pour les jeunes talents des domaines sportif et culturel. La disparition du GA engendrerait une lacune dans l'offre de formation au degré secondaire II à Bienne.

La présente intervention ne satisfait toutefois formellement pas aux exigences en matière de motions, étant donné qu'elle ne contient aucune requête de la compétence du Conseil de ville. Par conséquent, elle ne peut être adoptée que sous forme de postulat. La fermeture du Gymnase de la rue des Alpes relève de la compétence exclusive du Canton de Berne. Le Conseil municipal ne peut, au mieux, que jouer d'une influence indirecte. Il sollicite toutefois un droit de parole lors de décisions aussi importantes pour Bienne.

Le Conseil municipal partage largement le point de vue de l'intervenante et est conscient de l'importance que revêt le Gymnase de la rue des Alpes pour Bienne en tant que site de formation bilingue. Il a donc décidé d'adresser une lettre au Conseil-exécutif, afin de lui exposer sa position et ses requêtes. Il exige ainsi que le Canton renonce à la fermeture de cet établissement, surtout de l'École supérieure de commerce de Bienne avec la filière «Certificat fédéral de capacité», car l'offre biennoise en matière de formation ne doit pas être encore affaiblie. De plus, les jeunes romands et alémaniques doivent se voir offrir de bonnes chances comparables d'achever leur scolarité au degré secondaire II. Il est indispensable de tenir compte de la situation des deux langues dans la région. Enfin, l'unique potentiel offert par le bilinguisme biennois ne doit pas être remis en jeu avec légèreté.

Dans sa lettre, le Conseil municipal exige également que la question de la future organisation des gymnases biennois soit abordée soigneusement et sur le long terme, et ce, avec la participation des autorités biennoises. Le potentiel du bilinguisme doit être exploité et une offre doit être élaborée pour répondre aux besoins de la région.

Le concept *«Sport-Culture-Études»* est unique en son genre en Suisse, d'une part en raison de sa situation à la frontière des langues et, d'autre part, grâce aux multiples offres de l'Office fédéral des sports à proximité à Macolin. L'offre s'est développée et revêt une importance économique de plus en plus grande pour Bienne et le Canton. Par conséquent, le Conseil municipal a requis de la Direction cantonale de l'instruction publique qu'elle entreprenne les démarches nécessaires pour que cette offre bénéficie d'un statut définitif aussi pour le degré secondaire I et que ses prestations soient reconnues dans leur ensemble. Les décisions prises dans le cadre des mesures d'économies du Canton mettent en danger ce projet.

Le Conseil municipal a fait part de ses requêtes lors de sa rencontre avec le Conseil-exécutif le 18 septembre 2013. Il défendra sa position également devant tous les autres partenaires au niveau cantonal. La fermeture du Gymnase de la rue des Alpes sera traitée dans le cadre des débats au Grand Conseil en novembre 2013 portant sur le projet cantonal «Examen des offres et des structures (EOS 2014)». D'autres activités ne sont plus possibles.

Au vu de ce qui précède, le Conseil municipal recommande au Conseil de ville de transformer la motion urgente 20130299 en postulat, de l'adopter en tant que tel et de le radier du rôle comme étant réalisé.

Bienne, le 2 octobre 2013

Au nom du Conseil municipal

Le maire: La chancelière municipale:

Erich Fehr Barbara Labbé

Annexe: motion urgente 20130299

Vorstoss Nr./Interv. no: 130299
Termin GR/Délai CM: 02.10.2013
Direktion/Direction: BKS
Mitbericht/Corapport: PRA

Motion urgente

Stadtkanzlei/Chancellerie municipale

La ville de Bienne doit sauver son seul gymnase bilingue

Le Conseil municipal est prié de tout mettre en œuvre pour éviter que le plan de mesures d'économies proposé par le Conseil –Exécutif (rapport EOS 2014) au Grand Conseil mette en péril le bilinguisme et l'offre de formation au degré secondaire 2 à Bienne en supprimant le Gymnase de la Rue des Alpes de manière abrupte et en renonçant à la formation au CFCi commerce à l'Ecole supérieure de commerce de Bienne. Il entreprendra les démarches qui s'imposent, notamment en mobilisant le Service de marketing de la Ville de Bienne, afin d'éviter que les restrictions budgétaires proposées par le Conseil-Exécutif nuisent grandement aux prestations cantonales à Bienne et, ainsi, en diminue l'attractivité de manière significative. Il est invité à entretenir d'étroits contacts d'une part avec les député-e-s au Grand Conseil, notamment auprès des membres de la Commission des finances, et, d'autre part, avec la Direction de l'instruction publique du canton de Berne. Il fera valoir l'impérieuse nécessité de maintenir une formation au CFCi commerce à l'Ecole supérieure de commerce de Bienne ainsi que le maintien du bilinguisme au niveau gymnasial.

Justifications

Le Conseil-exécutif du canton de Berne a adopté son rapport sur l'examen des offres et des structures (EOS 2014) à l'intention du Grand Conseil. Le plan de mesures qu'il propose passe par une réduction des services publics, des ajustements structurels et une augmentation des recettes, qui allègeront chaque année le budget cantonal. Ces allégements annuels se situent dans une fourchette comprise entre 231 millions de francs (2014) et 491 millions de francs (2017). Parmi les mesures d'économie proposées par le Conseil-Exécutif, deux mesures touchent le Gymnase de la rue des Alpes de Bienne. D'une part la restructuration des gymnases de Bienne de 3 à 2, d'autre part la fermeture de la filière CFCi[1] pour les alémaniques et pour les francophones. Aucune consultation n'a précédé la proposition de ces mesures qui mettent en péril le bilinguisme des nouvelles générations ainsi que l'attractivité de la ville de Bienne. Par conséquent, elles ne peuvent être acceptées ainsi par une ville bilingue comme la nôtre. La ville doit intervenir rapidement puisque cette décision sera discutée en novembre 2013 déjà.

Restructuration des gymnases et bilinguisme

Le Gymnase de la rue des Alpes (GA) est l'image de ce que la Suisse et le Canton de Berne veulent être, à savoir un exemple vivant de cohabitation de deux cultures, alémanique et francophone. On y pratique le « bilinguisme vivant » qui s'illustre par une immersion quotidienne de tous les acteurs de l'école dans 2 langues nationales, l'allemand et le français. Cette pratique du bilinguisme est reconnue, l'école a obtenu le label du bilinguisme décerné depuis 2005 par l'association bilinguisme + avec la mention « Excellence ». La perte du savoir-faire d'enseignants dans une équipe bilingue et de l'environnement ainsi offert aux élèves serait irréparable. Cette école est unique par sa structure parfaitement bilingue et équilibrée et par sa culture du bilinguisme. Elle offre la formation à la

[1] CFCi pour CFC intégré : certificat fédéral de capacité obtenu dans une école à plein temps, par opposition au CFC obtenu en formation duale (apprentissage).

maturité gymnasiale en français, en allemand et en filière bilingue. Il en est de même de la formation au CFCi de commerce et à la maturité professionnelle commerciale. Grâce à la mixité linguistique et de formation, elle permet aux élèves d'acquérir des compétences tant scolaires que sociales et linguistiques.

Bienne, ville de formation

Actuellement la ville de Bienne est un pôle d'attraction pour des jeunes en formation. En cas de disparition du Gymnase de la rue des Alpes, les jeunes de Moutier (une douzaine par année) pourraient se rendre à l'école de commerce de Delémont plus proche et plus accessible que celle de Tramelan. Cela engendrera des frais d'écolage pour le canton (env.CHF 5000.- par semestre par élève selon les accords BeJuNe).

En cas de fermeture du GA, le district bilingue de Bienne perdra une institution phare. Sa fermeture ainsi que le peu de considération fait au bilinguisme et à la minorité romande de Bienne et du Canton sont des éléments explosifs avant les votations du 24 novembre.

Infrastructure et futurs effectifs de classes

Le Conseil municipal de la ville de Bienne a décidé en juin 2012 d'octroyer un million de francs chaque année à l'adaptation de complexes scolaires en raison notamment du nombre croissant d'élèves.[2] Dans ce contexte, il est difficile de concevoir que la nouvelle infrastructure au bord du lac, prévue pour 2 gymnases, puisse absorber non seulement les élèves du GA, mais aussi le nombre croissants d'élèves à venir. Pourquoi vouloir démanteler le Gymnase de la rue des Alpes au risque de devoir renvoyer des élèves dans ses locaux en ayant entre temps perdu la forte cohérence et l'identité qui le caractérisait ?

Perte du CFCi

La formation commerciale à Bienne peut se targuer d'une longue tradition puisque c'est en 1882 que la première classe commerciale a été ouverte à l'Ecole secondaire des jeunes filles de Bienne. De nos jours, l'Ecole de commerce de Bienne offre plus de 90 places de formation annuelles réparties dans quatre classes, deux alémaniques et deux romandes. A la fin de la première année de formation, une moyenne de 48 élèves se destine à la formation « CFC intégré ». Pour justifier sa décision de supprimer la filière CFCi dans le canton, le Conseil exécutif bernois s'est basé sur le fait que, aujourd'hui déjà, elle n'est plus dispensée dans le reste de la Suisse alémanique, où elle a été remplacée par la formation duale. Or à Bienne et dans les environs, les jeunes gens – et particulièrement ceux issus de l'immigration - rencontrent des difficultés pour trouver une place d'apprentissage.

Romands prétérités

Si la formation CFC disparaît en Suisse alémanique, elle continue de faire ses preuves en Suisse romande. Si le Conseil -Exécutif propose la fermeture du CFCi pour Berne, il oublie la minorité francophone de Bienne et les liens que la partie francophone du canton a tissée avec la Romandie, notamment au travers de l'espace BEJUNE ou du concordat HarmoS. Pour les francophones bernois, cette formation ne sera offerte à l'avenir que par les écoles de commerce de Tramelan et de la Neuveville. Sa disparition est d'autant plus incompréhensible que les demandes d'inscription à Bienne ne connaissent aucune diminution alors que les effectifs des écoles de Tramelan et de la Neuveville (partie francophone) sont complétés par des élèves transférés de l'ESC de Bienne (11 en 2012, 15 en 2013). A cela s'ajoute l'inégalité de traitement entre les trois écoles de commerce francophones du canton quand on sait que l'école de commerce de la Neuveville, elle, continuera à offrir le CFCi pour les Romands...et les Alémaniques. Si un îlot d'exception de la formation dans le canton doit persister, alors, pourquoi sacrifier la Bienne bilingue, qui plus est deuxième ville du canton ? A cela s'ajoute que les élèves francophones voient les offres d'apprentissage réduites parce qu'ils ne maîtrisent pas le Schweizerdeutsch. Pour ces élèves un apprentissage de commerce paraît

[2] Source : Communiqué de presse concernant les arrêtés rendus par le Conseil municipal lors de sa séance du 15 juin 2012 http://www.biel-bienne.ch/fr/pub/mobile/bienne_accueil/presse.cfm?newsId=5789

difficilement envisageable à Bienne ou à Berne si on ne recourt pas à la discrimination positive, or celle-ci n'existe pas pour l'instant. La suppression de cette offre aura des répercussions pour ces jeunes (chômage, 10ème année, précarité sociale, ...).

L'avenir des sportifs d'élite menacé

Depuis 2003, l'école propose avec succès la filière Sport-Culture-Etudes (SCE). Elle se base sur une collaboration étroite avec les fédérations sportives. Plus de 250 talents ont ainsi été scolarisés au sein de l'école au cours des 10 dernières années. En 2013 – 2014, 59 talents sont inscrits dans cette structure, dont 12 en CFCi. Ce nombre va encore augmenter les années prochaines avec l'arrivée de nombreux sportifs. Ces élèves sont encouragés à suivre cette formation, la seule à être compatible avec une charge d'entraînement ou de répétitions de 20 à 30 heures hebdomadaires. La filière MPC, en revanche, nécessite un stage à plein temps d'une année, incompatible avec une carrière sportive ou artistique. Il en est de même avec la formation duale (apprentissage).La plupart des élèves SCE font partie des centres nationaux basés à Macolin (gymnastique artistique et rythmique) et à Bienne (Swiss Tennis) ainsi que de grands clubs formateurs, tels le FC Bienne et le HC Bienne. En cas de suppression du CFCi à Bienne, les élèves devront étudier à la Neuveville ou Tramelan. Les déplacements parfois bi-quotidiens sur les lieux d'entraînements deviendront alors trop lourds et impossibles à intégrer dans leur formation.

Depuis la rentrée d'août 2013, l'école compte 12 élèves SCE dans la filière CFCi provenant d'un autre canton. Ceux-ci paient un écolage annuel qui, suivant les concordats cantonaux, varient de CHF 9'880 à CHF 15'200.- [3] A l' avenir, le canton risque de perdre ces recettes si les élèves SCE renoncent à la formation pour les raisons évoquées ci-dessus.

Les économies promises par le canton par cette fermeture seront moindres, sachant qu'il promet qu'aucun licenciement ne sera prononcé et que la réorganisation prévue sera complexe. En effet les économies seront effacées par les frais engendrés par la restructuration.

Bienne, le 22 août 2013

Pour le groupe socialiste

Caroline Jean-Quartier

[3] Sources : lettres d'informations sur les contributions aux frais d'enseignement pour les élèves extra cantonaux, 8 juin 2012 et 5 mars 2013

Annexe n° 18

Beantwortung

der dringlichen Motion 20130300, Peter Bohnenblust, Fraktion FDP/PRR/EVP/EDU, "Denkpause für die Esplanade – Alternativen?"

Mit der dringlichen Motion soll der Gemeinderat beauftragt werden, die Verzögerung beim Bau der Esplanade zu benützen, um dem Stadtrat eine Vorlage für eine alternative Nutzung, auch mit finanziellem Ertrag, dieses Terrains vorzulegen.

Der Gemeinderat geht mit dem Motionär einig, dass nach Lösungen zu suchen ist, um die angefallenen Mehrkosten für die Altlastenentsorgung mindestens teilweise, wenn nicht sogar ganz, aufzufangen. Ebenfalls ist er mit dem Motionär gleicher Meinung, dass dafür auch nach alternativen Nutzungen mit finanziellem Ertrag zu suchen ist.

Tatsache ist, dass die Altlastenentsorgung mindestens doppelt so viel kosten wird wie ursprünglich angenommen, und dass die Spezialfinanzierung "Esplanade" nicht ausreichen wird, diese Kosten zu tragen. Primär will der Gemeinderat versuchen, die Kosten für die Oberflächengestaltung des Platzes zwischen Kongresshaus und Coupole (künftige Esplanade Kongresshaus) und des Parks zwischen der Coupole und der Neumarktstrasse (künftige Esplanade Laure Wyss) namhaft zu verringern. Entsprechende Gespräche mit den Projektverfassern haben bereits stattgefunden und die Aufträge in Richtung günstigere Gestaltung sind ergangen. Wie viel dabei eingespart werden kann, ist im jetzigen Zeitpunkt noch nicht genau bezifferbar, es dürften aber – zumindest nach der Vorgabe des Gemeinderates – mehrere Millionen Franken sein.

Trotz der gegenwärtig zu bewältigenden Herausforderungen mit der Altlastenentsorgung ist der Gemeinderat klar der Ansicht, dass das unterirdische Parkhaus erstellt wird, zumal nach dem Abschluss der Altlastenentsorgung die Baugrube praktisch ausgehoben sein wird. Die Bauverzögerung beträgt rund acht Monate, was natürlich bedeutet, dass auch das Parking entsprechend später als geplant in Betrieb genommen werden kann. An diesem Teil des Projektes wird unverändert festgehalten.

Der Gemeinderat vertritt aber ebenfalls die Auffassung, dass sich das ursprünglich geplante zentrale Verwaltungsgebäude in absehbarer Zeit wohl nicht realisieren lässt, nicht primär wegen der Mehrkosten bei der Altlastenentsorgung auf dem ehemaligen Gaswerkareal, aber vorwiegend mit Blick auf die aktuelle Lage der städtischen Finanzen insgesamt. In diesem Sinne erachtet es der Gemeinderat durchaus als prüfenswert, den für die Realisierung des Verwaltungsgebäudes vorgesehenen Perimeter im Rahmen eines entsprechenden Ausschreibungsverfahrens an Dritte im Baurecht abzugeben. In diesem Verfahren wird sodann zu klären sein, welche Nutzungen die Zonenplanung zulässt, oder ob eine Zonenplanänderung vorzusehen ist. Sollte es gelingen, relativ kurzfristig einen Drittnutzer für diesen Perimeter zu finden, würde die provisorische Oberflächengestaltung dieses Teilbereiches wegfallen, was ebenfalls wieder Kosten in namhafter Höhe einsparen würde, neben dem finanziellen Ertrag, der generiert werden könnte durch eine Abgabe im Baurecht.

Hingegen kommt für den Gemeinderat eine Überbauung des Platzes (Esplanade Kongresshaus) oder des Parks (Esplanade Laure Wyss) nicht in Betracht. Der aktuell gültige Zonenplan ist ganz auf die Platzgestaltung der Esplanade ausgerichtet und erlaubt, im Gegenzug zur Freihaltung der beiden Flächen, im nördlichen Teil eine verdichtete Bauweise, die nicht hätte gestattet werden dürfen, wenn auf der Esplanade ebenfalls Gebäude gestellt würden.

Erst in den vergangenen Wochen wurde der Architekturwettbewerb im nördlichen Teil der Esplanade abgeschlossen. Die künftigen Investoren drängen auf einen raschen Baubeginn. Der dort geplante gehobene Wohnungsbau, der Besserverdienende anziehen soll, kann nur dann realisiert werden, wenn die geplanten Freiflächen auf der Esplanade Kongresshaus und der Esplanade Laure Wyss wie geplant erstellt werden. Andernfalls würde das Konzept, respektive das Umfeld für diesen Wohnungsstandard nicht mehr stimmen. Der Gemeinderat erachtet deshalb eine erneute Infragestellung der gesamten Planung auf dem ehemaligen Gaswerkareal nicht als zielführend.

Der Gemeinderat handelt also bereits im Sinne des Motionärs, indem er den Stadtratsbeschluss und den Volksentscheid vom Mai 2011 dahingehend überprüft, die Oberflächengestaltung kostengünstiger zu realisieren. Ebenfalls ernsthaft geprüft wird die baurechtsweise Abgabe des für das Verwaltungsgebäude reservierten Perimeters an einen Drittnutzer. Ob, in welcher Form und wann dem Stadtrat eine Vorlage für eine alternative Nutzung dieses Terrains unterbreitet wird, kann im jetzigen Zeitpunkt noch nicht gesagt werden, dazu bedarf es weiterer Abklärungen.

Aus den genannten Gründen beantragt der Gemeinderat dem Stadtrat, die dringliche Motion in ein Postulat umzuwandeln und erheblich zu erklären.

Biel, 2. Oktober 2013

Namens des Gemeinderates

Der Stadtpräsident:	Die Stadtschreiberin:
Erich Fehr	Barbara Labbé

Beilage:
- Dringliche Motion 20130300

Vorstoss-Nr./Interv.-no: 130300

Termin GR/Délai CM: 02.10.2013

Direktion/Direction: BSU

Mitbericht/Corapport: PRA FID

FDP Die Liberalen | PRR Les Radicaux Romands | EVP Evangelische Volkspartei | EDU UDF Eidgenössisch-Demokratische Union / Union Démocratique Fédérale / Unione Democratica Federale

Stadtkanzlei/Chancellerie municipale

Dringliche Motion

Denkpause für die Esplanades - Alternativen?

Der Gemeinderat wird beauftragt, die Verzögerung beim Bau Esplanades/ Kongresshausparkplatz zu benützen und dem Stadtrat eine Vorlage für eine alternative Nutzung dieses Terrains, d.h. eine Nutzung auch mit finanziellem Ertrag vorzulegen.

Begründung:

Am 23. Februar 2011 wurden im Stadtrat die Vorlagen Esplanade-Biel/Bienne 1. Etappe behandelt und verabschiedet. Dabei war die Altlastenentsorgung ein wichtiges Thema. Es wurden Zweifel angebracht, ob die 8 Mio. Franken reichen würden. Es wurde – insbesondere auch durch die GPK - nach dem Kosten-Nutzen-Verhältnis gefragt und auf die knappen Stadtfinanzen hingewiesen (u.a. Seite 53 des Protokolls).
Für die Oberflächengestaltung Esplanade wurde ein Kredit von 15,2 Mio. gesprochen, dies für Wiederherstellung des Kongresshausgartens (heute ausgeführt, Kosten waren rund 2 Mio. vorgesehen) sowie für einen Platz zwischen Kongresshaus und Gaskessel und einen Park zwischen Gaskessel und Neumarktstrasse, die bis spätestens 2015 erstellt werden sollten. Kosten über 13 Mio Franken. Wegen der zusätzlich entdeckten Altlasten ergibt sich eine sehr grosse zeitliche Verzögerung. Dazu kommen sehr erhebliche Mehrkosten.
2 ½ Jahre nach dem Stadtratsentscheid wissen wir:
- die Altlastenentsorgung kostet mindestens das Doppelte oder sogar das Dreifache
- die Stadtfinanzen stehen noch schlechter als damals (vgl. dazu auch die in der Medienmitteilung von gestern Mittwoch 21.8.13 durch den Gemeinderat dargestellte Situation und die getroffenen Massnahmen)
- die vorgesehene Finanzierung mittels der Spezialfinanzierung wird nicht möglich sein
- das geplante Verwaltungsgebäude wird höchstwahrscheinlich auch nicht gebaut werden

Eine Denkpause ist daher angezeigt. Diese muss unbedingt genutzt werden.
Dabei soll eine alternative (Teil)Nutzung dieses für die Stadt sehr wertvollen Grundstückes geprüft werden. Eine Teilumnutzung mit der Möglichkeit der Erstellung von Bauten (Mehrstöckig, Hochhaus?) ist zu planen.
Die Überprüfung der Stadtratsbeschlüsse und des Volksentscheides von Mai 2011 sowie eine Änderung des Zonenplans von 2006 dürfen kein Tabu sein.
Die Finanzlage soll nicht nur mit Sparen, sondern auch mit zusätzlichen Einnahmen verbessert werden.

Biel/Bienne 22. August 2013

Peter Bohnenblust, FPD.Die Liberalen

Stadt Biel
Ville de Bienne

Annexe n° 19

Beantwortung

der Motion 20130166, Salome Strobel, Fraktion SP „Für eine attraktive Langsamverkehrsachse Madretsch-Innenstadt im Zusammenhang mit dem Bau der Esplanade"

Die Motionärin verlangt vom Gemeinderat, sich dafür einzusetzen, die geplante Langsamverkehrsachse „Gartenstrasse" zusammen mit der Eröffnung der Esplanade fertig zu stellen.

Die Esplanade soll im Jahr 2016/17 eröffnet werden. Die Realisierung der Achse Gartenstrasse (letzte Etappe bis Madretschstrasse) ist gemäss der aktuellen Investitionsplanung 2014-2018 in den Jahren 2015/16 unter der Kontonummer 56000.0160 vorgesehen. Angesichts dieses Terminplans kann das Anliegen der Motionärin erfüllt werden. Der Gemeinderat ist gewillt, diese Langsamverkehrsachse gemäss diesem Terminplan zu realisieren. Voraussetzung ist natürlich, dass die finanzkompetenten Organe den entsprechenden Verpflichtungskredit beschliessen und dass die nötigen Vereinbarungen mit den Grundeigentümern abgeschlossen werden können.

Gestützt auf diese Ausführungen beantragt der Gemeinderat dem Stadtrat, die Motion 20130166 erheblich zu erklären.

Biel, 25. September 2013

Namens des Gemeinderates

Der Stadtpräsident: Die Stadtschreiberin:

Erich Fehr Barbara Labbé

Beilage:
- Motion 20130166

66

Biel Bienne

Vorstoss Nr./Interv. no: 130166
Termin: [illegible] CM: 25.9.13
[illegible] BEU
[illegible]

Motion

Für eine attraktive Langsamverkehrsachse Madretsch-Innenstadt im Zusammenhang mit dem Bau der Esplanade

Die Motion verlangt vom Gemeinderat:

> Die gleichzeitige Fertigstellung der Langsamverkehrsachse „Gartenstrasse" im Zusammenhang mit der Eröffnung der Esplanade.

Begründung:

Das Gebiet zwischen Kongresshaus und Neumarktstrasse wird neu gestaltet und städtebaulich zu einem neuen innerstädtischen Quartier entwickelt. Mitten in der Stadt Biel entsteht durch die Umnutzung des ehemaligen Industriegeländes ein attraktives, lebendiges Zentrum zum Wohnen, Arbeiten und das Einkaufen. Die zentrale und topographische Lage des neuen Quartiers schafft für Bewohner und Besucher geradezu ideale Bedingungen, um die Wege mit dem Velo zurückzulegen.

Seit Jahren ist die Erstellung eine Langsamverkehrsachse „Gartenstrasse" geplant, die auch das neue Quartier optimal erschliessen würde. Eine erste Etappe von der Dufourstrasse bis zur Mattenstrasse wurde umgesetzt. Allerdings ist dieser Abschnitt so ausgestaltet, dass er dem Langsamverkehr nicht die nötige Sicherheit und Priorisierung bietet und wird deshalb zu wenig genutzt.

Die zweite Etappe von der Silbergasse bis zur Madretschstrasse wurde aus finanziellen Überlegungen und wegen baurechtlichen Hindernissen zurück gestellt.

Eine attraktive, sichere Erschliessung der Esplanade über die Gartenstrasse muss mit der Eröffnung der Esplanade fertig gestellt sein.

25.04.2013

Fraktion SP

Salome Strobel

67

Annexe n° 20

Beantwortung

der dringlichen Interpellation 20130301, Martin Rüfenacht, Fraktion FDP/PRR/EVP/EDU, "Wie viele Einnahmen generiert die Stadt Biel wirklich aus den Bussen?"

Mit der dringlichen Interpellation werden dem Gemeinderat sechs Fragen zum Thema Einnahmen mittels Bussen aus dem ruhenden und rollenden Verkehr sowie zu den Aufwendungen für Dienstleistungen der Securitas, dem Kauf und Unterhalt von Installationen bzw. von Geschwindigkeitskontrollen unterbreitet.

Auf den 1. Januar 2009 ist in Biel die sogenannte Einheitspolizei eingeführt worden. Mit dieser Entwicklung haben sich auch die Rahmenbedingungen im Bussenwesen markant verändert. Ausser mit Rotlicht- und Geschwindigkeitsüberwachungskameras dürfen städtische Polizeiorgane keine Bussen im rollenden Verkehr mehr erheben. Die Stadt Biel verfügt nach Auflösung der Stadtpolizei über weit weniger Personal, das Bussen ausstellen kann. Dies wurde teilweise mittels Aufstockung des bereits bestehenden Vertrags mit der Securitas AG kompensiert. Die Zahlen aus dem Jahr 2008 sind deshalb nicht repräsentativ. Es werden entsprechend nachstehend die Zahlen der Jahre 2009 bis 2012 dargelegt, was lediglich einem Zeitraum von vier Jahren entspricht und nicht – wie vom Interpellanten gewünscht – einem Zeitraum von fünf Jahren. Der Gemeinderat ist überzeugt, dass sich die Angaben im vorliegenden Vorstoss dennoch als ausreichend aussagekräftig erweisen (Angaben in CHF): Diese können wie folgt beantwortet werden:

1. Wie hoch sind die jährlichen anfallenden, tatsächlichen Kosten der letzten fünf Jahre der Stadt Biel für:
a) Dienstleistungen der Securitas
b) Die eigenen Personalkosten für Installation, Unterhalt, Administration (Rechnungsstellung und anderes mehr) der Stadt Biel
c) Den Kauf (inkl. Abschreibung) und die Installation für die festinstallierten Geschwindigkeitskontrollen der mobilen Kameras, die Rotlichtüberwachung und andern Geräten
d) Die Anzahl erteilte Bussen und Bussenhöhe (Gesamtsumme pro Einheit)
e) Wie hoch ist die Summe der nicht eintreibbaren Bussen (insolvente Fahrer/innen, Ausländer/innen) und welche Kosten mussten in diesen Fällen aufgewendet und welche Beträge abgeschrieben werden?

a) Dienstleistungen der Securitas AG (R= Rechnung)

	R 2009	R 2010	R 2011	R 2012
Ueberwachung ruhender Verkehr	761'000.00	816'000.00	1'071'000.00	1'071'000.00

b) Personalkosten und Sachaufwand Kostenstelle 32450 (Bussen)

	R 2009	R 2010	R 2011	R 2012
Konto 30100000 (Löhne)	303'200.00	340'500.00	369'200.00	379'000.00
Konto 30500000 (Sozialabgaben)	54'900.00	61'700.00	68'800.00	71'300.00
Total	**358'100.00**	**402'200.00**	**438'000.00**	**450'300.00**

Kto. 31300000 Verbrauchsmaterialien	6'600.00	22'000.00	27'600.00	22'000.00
Kto. 31500000 Uebriger Unterhalt	44'600.00	140'000.00	130'000.00	126'000.00
Total	**51'200.00**	**162'000.00**	**157'600.00**	**148'000.00**

c) Investitionsrechnung (Ausgaben der Jahre 2009 bis 2012)

	Kredit	Abschreibung	Verzinsung
Verpflichtungskredit Nr. 32450.0001 (Finanzanfall 2009) Beschaffung Digitalkamera für Geschwindigkeits- und Rotlichtüberwachung	74'256.80	7'426.00	2'228.00
Verpflichtungskredit Nr. 32450.0002 (Finanzanfall 2009/010) Beschaffung semistationäres Radarsystem zur Geschwindigkeitsüberwachung	236'587.50	23'659.00	7'097.00
Verpflichtungskredit Nr. 35450.0003 (Finanzanfall 2011/2012) Beschaffung Digitalkamera für Geschwindigkeits- und Rotlichtüberwachung	75'492.00	7'592.00	2'264.00
Total	**386'336.30**	**38'677.00**	**11'589.00**

d) Busseneinnahmen

Anzahl ausgestellte Bussen

	R 2009	R 2010	R 2011	R 2012
Ruhender Verkehr	53'210	55'256	61'816	61'828
Total Rotlicht- und Geschwindligkeits-überwachung	7'731	13'029	19'123	25'497
Total	**60'941**	**68'285**	**80'939**	**87'325**

Ausgestellte Bussen nach Geldbetrag

	R 2009	R 2010	R 2011	R 2012
Ruhender Verkehr	2'249'040.00	2'335'790.00	2'901'810.00	2'946'330.00
Total Rotlicht- und Geschwindligkeits-überwachung	1'556'180.00	2'397'860.00	2'405'580.00	2'644'560.00
Total	**3'805'220.00**	**4'733'650.00**	**5'307'390.00**	**5'590'890.00**

Effektive Einnahmen
(Zahlungseingang wird nicht nach Kategorien erfasst)

	2009	2010	2011	2012
Alle Arten von Bussen Total	**3'231'000**	**4'036'000**	**4'532'000**	**4'786'000**

(Zwischen den ausgestellten und den bezahlten Bussen kommt es über das Kalenderjahr aufgrund der jeweiligen zeitlich verschobenen Zahlungseingänge zu Überschneidungen)

e) Nicht eintreibbare Bussen

	2009	2010	2011	2012
Betrag nach ausgestellten Bussen	**3'805'220.00**	**4'733'650.00**	**5'307'390.00**	**5'590'890.00**
Bezahlte Bussen	3'231'000.00	4'036'000.00	4'532'000.00	4'786'000.00
Differenz nominal (CHF)	**574'220.00**	**697'650.00**	**775'390.00**	**804'890.00**
Differenz in %	**15.1**	**14.7**	**14.6**	**14.3**

Bei ausländischen Fahrzeugen können die Halter von Deutschland, Frankreich und Italien angefragt werden. Entsprechend werden Mahnungen in diese drei Länder verschickt. Die Zahlungsmoral ist aber nicht überragend. Bei Nichtbezahlen werden diese Halter verzeigt.
Von ausländischen Haltern sind momentan im Ordnungsbussenbereich Fr. 108'050.- offen (Stand 03.09.13). Die Fahrzeuge ausländischer Schuldner **dürfen** ab einem erreichten Bussentotal von Fr. 300.- mit dem Blockiergerät Sheriff blockiert werden. In diesen Fällen wird anschliessend versucht, dass der Lenker den offenen Bussenbetrag begleicht. Im Jahr 2013 sind bisher 9 ausländische Fahrzeuge aufgefunden, blockiert und Bedenkfristformulare (umgangssprachlich „Bussenzettel") in Höhe von Fr. 4'990.- einkassiert worden.

2. Ist es richtig, dass die Stadt Biel dem Kanton betreffend Übertragung der Kompetenz für die Betreibung der stationären Geschwindigkeits- und Rotlichtüberwachungsanlagen ca. CHF 2 Millionen bezahlen muss (vgl. Art. 8/3 Polizeigesetz)? Wo (oder in welchem Konto im Budget) sind diese Aufwendungen ersichtlich?

Artikel 8 Absatz 3 des kantonalen Polizeigesetzes (PolG, BSG 551.1) lautet wie folgt:

[3] *Eine Gemeinde, die einen Ressourcenvertrag nach Artikel 12c Absatz 2 abschliesst, kann stationäre Geschwindigkeits- und Rotlichtüberwachungsanlagen selbst betreiben, Bussen erheben und Anzeigen erstatten, wenn sie dies beantragt und die vom Regierungsrat durch Verordnung festgelegten Bedingungen erfüllt sind. Die im Ordnungsbussenverfahren erhobenen Einnahmen fallen in diesen Fällen an die Gemeinde. Ebenso wird ihr der durchschnittliche Bussenertrag der letzten fünf Jahre aus den mobilen Verkehrskontrollen gutgeschrieben. Im Gegenzug hat die Ressourcengemeinde mindestens die bis anhin von ihr erbrachten Aufwendungen für gerichtspolizeiliche Leistungen beim Kanton einzukaufen.*

Der der Stadt Biel jährlich gutgeschriebene durchschnittliche Bussenertrag aus mobilen, bemannten Geschwindigkeitskontrollen der letzten fünf Jahre vor Inkraftteten des Polizeigesetzes beträgt CHF 380'000.00.

Bis zur Umsetzung der Einheitspolizei in Biel hatte die Stadtpolizei im Umfang von 14 Stellen gerichtspolizeiliche Aufgaben selber erbracht. In diesem Umfang kauft die Stadt Biel beim Kanton pro Jahr nach Art. 8 Abs. 3 PolG gerichtspolizeiliche Leistungen ein. Betragsmässig entsprach dies im Jahr 2012 brutto einem Betrag von CHF 2'030'000.00. Nach Vornahme aller vertraglich vereinbarten Abzüge (Anrechnung Bussen, Anrechnung Kosten Sicherheitsdienst am Gericht und Anrechnung der Synergieleistung durch den Kanton) entsprach dies teuerungsbereinigt im Jahr 2012 netto einem Betrag von CHF 1'791'000.00. Dieser Betrag bildet Teil der Abgeltung der Stadt Biel an den Kanton, welche im Budget unter Konto 30000.35100000 zu finden ist. Der mit dem Kanton abgeschlossene Vertrag erweist sich somit insgesamt für die Stadt Biel als vorteilhaft.

3. Ist es richtig, dass gewisse Verkehrsüberschreitungen wie Telefonieren im fahrenden Fahrzeug nicht durch die Stadt vereinnahmt werden können? Wenn ja, welche sind dies?

Grundsätzlich dürfen die Polizeiorgane der Stadt Biel im Strassenverkehr lediglich Verstösse ahnden, die den ruhenden Verkehr betreffen. Einzig bei festgestellten Widerhandlungen des rollenden Verkehrs, welche mit den automatischen Rotlicht- und Geschwindigkeitsüberwachungsanlagen fotografisch festgehalten worden sind, darf die Stadt die entsprechenden Ordnungsbussen im rollenden Verkehr ausstellen (v.a. Telefonieren ohne Freisprecheinrichtung und Nichttragen der Sicherheitsgurte). Dabei gehen die Einnahmen an die Stadt.

4. Ist es richtig, dass ab einer bestimmten Höhe der Busse deren Einnahme dem Kanton zufällt?

In allen Fällen, bei welchen eine Ordnungsbusse ausgestellt wird, fallen die Einnahmen bei Bezahlung der Stadt zu. Bei Fällen, die nicht im Ordnungsbussenverfahren erledigt werden können, erstellen die städtischen Polizeiorgane zu Handen der Staatsanwaltschaft eine Strafanzeige. Die allenfalls in der Folge daraus resultierenden Einnahmen fallen dem Kanton zu. Auch wenn die von der Stadt ausgestellten Ordnungsbussen nicht bezahlt werden, erstellen die städtischen Polizeiorgane zu Handen der Staatsanwaltschaft eine Strafanzeige. Die daraus resultierenden Einnahmen kommen ebenfalls dem Kanton zu.

5. Wird die Stadt für diese Leistungsweitergabe entschädigt?

Die Stadt Biel wird für das Erstellen von Strafanzeigen zu Handen der Staatsanwaltschaft nicht entschädigt.

6. Nach welchem Schlüssel werden die Kosten zwischen Kanton und Stadt aufgeteilt?

Die Stadt und der Kanton tragen je die bei sich anfallenden Kosten selber.

Biel, 02.10.2013

Namens des Gemeinderates

Der Stadtpräsident: Die Stadtschreiberin:

Erich Fehr Barbara Labbé

Beilage: dringliche Interpellation 20130301

71

FDP Die Liberalen | PRR Les Radicaux Romand | EVP Evangelische Volkspartei | EDU UDF Eidgenössisch-Demokratische Union Unione Democratica Federale

Vorstoss Nr./Interv. no: 130301
Termin GR/Délai CM: 02.10.2013
Direktion/Direction: DSS
Mitberichte/Corapports: FID

Stadtkanzlei/Chancellerie municipale

Dringliche Interpellation

Wie viele Einnahmen generiert die Stadt Biel wirklich aus den Bussen?

Die Stadt Biel generiert Einnahmen mittels Bussen aus dem ruhenden und mittels Geschwindigkeitskontrollen aus dem rollenden Verkehr. Gleichzeitig hat sie Aufwendungen für Dienstleistung der Securitas, den Kauf, die Installation und den Unterhalt der Geschwindigkeitskontrollen und anderes mehr.

Wir bitten den Gemeinderat folgende Fragen zu beantworten:

1. Wie hoch sind die jährlichen anfallenden, tatsächlichen Kosten der letzten fünf Jahre der Stadt Biel für:
   a) Dienstleistungen der Securitas
   b) die eigenen Personalkosten für Installation, Unterhalt, Administration (Rechnungsstellung und anderes mehr) der Stadt Biel
   c) den Kauf, (inkl. Abschreibung) und die Installationen für die festinstallierten Geschwindigkeits-kontrollen der mobilen Kameras, die Rotlichtüberwachung und andern Geräten
   d) die Anzahl erteilte Bussen und Bussenhöhe (Gesamtsumme pro Einheit): Ruhender Verkehr, Geschwindigkeitsüberschreitung, festinstallierte Kameras, mobile Kameras, und den Rotlichtüberschreitungen der vergangenen fünf Jahre.
   e) Wie hoch ist die Summe der nicht eintreibbaren Bussen (insolvente Fahrer/innen, Ausländer/innen) und welche Kosten mussten in diesen Fällen aufgewendet und welche Beträge abgeschrieben werden?

2. Ist es richtig, dass die Stadt Biel dem Kanton betreffend Übertragung der Kompetenz für die Betreibung der stationären Geschwindigkeits- und Rotlichtüberwachungsanlagen ca. CHF 2 Millionen bezahlen muss (vgl. Art. 8/3 Polizeigesetz) ? Wo (oder in welchem Konto im Budget) sind diese Aufwendungen ersichtlich?

3. Ist es richtig, dass gewisse Verkehrsüberschreitungen wie telefonieren im fahrenden Fahrzeug nicht durch die Stadt vereinnahmt werden können? Wenn ja, welche sind dies?

4. Ist es richtig, dass ab einer bestimmten Höhe der Busse deren Einnahme dem Kanton zufällt?

5. Wird die Stadt für diese Leistungsweitergabe entschädigt?

6. Nach welchem Schlüssel werden die Kosten zwischen Kanton und Stadt aufgeteilt?

Biel/Bienne, 22. August 2013

Martin Rüfenacht, FDP die Liberalen

Annexe n° 21

Beantwortung

der dringlichen Interpellation 20130298, Martin Wiederkehr, Fraktion SP, „Drohende Unterversorgung der Bevölkerung im Bereich Spitex"

Der Interpellant stellt Fragen zu den geplanten Einsparungen des Kantons Bern bei der Spitex. Bei der Spitexversorgung seien immer mehr Leistungen gefordert, und es gelte im Kanton nach wie vor der Grundsatz «ambulant vor stationär».

Einleitend möchte der Gemeinderat klarstellen, dass für die Leistungen der Hilfe und Pflege zu Hause der Kanton zuständig ist. Die Gesundheits- und Fürsorgedirektion des Kantons Bern (GEF) entrichtet an private und Non-Profit Organisationen Beiträge, die in diesem Bereich vereinbarte Leistungen erbringen. Es ist auch an ihr, die Versorgungsbedürfnisse einzuschätzen und die Beiträge an die Organisationen entsprechend anzupassen. Die Stadt Biel hat keine Vereinbarungen mit Spitexorganisationen. Dem Gemeinderat fehlen entsprechend die Informationen und Materialien, um sich ein verlässliches Bild von der aktuellen Situation in der Stadt Biel zu verschaffen und die gestellten Fragen zu beantworten. Zu der Situation in den Regionsgemeinden kann er sich nicht äussern.

Die Stadt Biel hat im Bereich der Pflege- und hauswirtschaftlichen Leistungen keine Befugnis und kann nur indirekt auf das Versorgungsangebot und damit auf die Leistungen für die Bevölkerung wirken. Die Stadt unterstützt indirekt und subsidiär die Strategie des Kantons in der Versorgungspolitik, «ambulant vor stationär», indem sie beispielsweise die Freiwilligenarbeit fördert und eine Unterstützung an den Verein Pro Senectute ausrichtet, der vereinzelt Leistungen in diesem Bereich erbringt. Weiter kann der Gemeinderat an den Regierungsrat gelangen und ihn auf Lücken oder Fehlentwicklungen aufmerksam machen, dies jedoch nur in der Form eines Appells.

Von Kürzungen der Kantonsbeiträge an die Spitexorganisationen und einem damit verbundenen Abbau von Leistungen der Hilfe und Pflege zu Hause ist die Stadt Biel möglicherweise insofern betroffen, dass die Leistungen nicht mehr von allen Bezügerinnen und Bezüger bezahlt werden können und diese durch Sozialhilfe oder Ergänzungsleistungen abgedeckt werden müssen, oder dass einzelne Personen früher ins Heim eintreten müssen. Die städtischen Dienste könnten dadurch mehr belastet werden. Das Schliessen von Versorgungslücken, welche die Bevölkerung empfindlich treffen könnten, ist nicht die Aufgabe der Stadt.

Zu den einzelnen Fragen kann der Gemeinderat wie folgt Stellung nehmen:

1. *Hat der Gemeinderat Kenntnis davon, dass der Regierungsrat im Rahmen der ASP 2014 bei der Spitex 20 Millionen Franken sparen will und dadurch eine Unterversorgung droht?*

Dem Gemeinderat sind die Resultate und die daraus resultierenden Vorschläge der Angebots- und Strukturüberprüfung 2014 bekannt. Für eine Einschätzung der Auswirkungen auf die Versorgung in der Stadt Biel fehlen dem Gemeinderat die Grundlagen (siehe oben stehende Ausführungen).

2. *Welche Auswirkungen könnte dieser mögliche Abbau für die Bevölkerung und Stadtverwaltung haben?*

Siehe Antwort zu Frage 1.

3. *Was unternimmt der Gemeinderat, damit die Sparmassnahmen keine negativen Folgen für die Bevölkerung haben?*

Sollten Einsparungen negative Folgen für die Bevölkerung haben, wird sich der Gemeinderat im Rahmen der oben beschriebenen Möglichkeiten für die betroffenen Kreise engagieren.

4. *Sind sich die Verantwortlichen des Vereins Seeland Biel-Bienne bewusst, dass die Gesundheitsversorgung gefährdet ist? Sind gemeinsame Aktionen geplant?*

Dem Gemeinderat sind keine gemeinsamen Aktionen bekannt.

5. *Ist der Gemeinderat bereit, beim Regierungsrat des Kantons Bern zu intervenieren?*

Siehe Antwort zu Frage 3.

Biel, 2. Oktober 2013

Namens des Gemeinderates

Der Stadtpräsident:	Die Stadtschreiberin:
Erich Fehr	Barbara Labbé

Beilage:
- Dringliche Interpellation 20130298

Vorstoss Nr./Interv. no: 130298
Termin GR/Délai CM: 02.10.2013
Direktion/Direction: BKS
Mitbericht/Corapport: 22 August 2013 FIO

Stadtkanzlei/Chancellerie municipale

Dringliche Interpellation

Drohende Unterversorgung der Bevölkerung im Bereich Spitex

Im Rahmen der Angebots- und Strukturüberprüfung hat der Regierungsrat des Kantons Bern den Bereich Spitex folgende Massnahmen vorgeschlagen:

- Streichung der Subventionen im Bereich Hauswirtschaft: **11,5 Mio**
- Kürzung der Abgeltung der Versorgungspflicht für pflegerische Leistungen um 25%: **5,2 Mio**
- Kürzung der Abgeltung der Versorgungspflicht für hauswirtschaftliche Leistungen: **2,5 Mio**
- Streichung der Subventionen ergänzende Leistungen: **0,7 Mio**

Der Spitex wurden bereits im letzten Jahr die Beiträge massiv gekürzt. Obschon die Spitexversorgung nur **2% der Gesundheitskosten** beträgt, gedenkt der Regierungsrat (GEF) **20% der Kosteneinsparung der GEF auf die Spitex** abzuwälzen. Dies ist unverantwortbar, da gerade in diesem Bereich immer mehr Leistungen gefordert sind (Bevölkerungsstruktur), und es gilt immer noch der **Grundsatz „Ambulant vor stationär"**, und somit muss trotz Personalmangel mehr Pflegepersonal angestellt werden und dies zu attraktiven Arbeitsbedingungen, ansonsten bewirbt sich niemand.

Es gilt immer noch der Grundsatz „Ambulant vor stationär".

1. **Hat der Gemeinderat Kenntnis davon, dass der Regierungsrat im Rahmen der ASP 2014 im Bereich Spitex 20 Mio. sparen will, d.h. 20% der Subventionen steicht und somit eine Unterversorgung der Bielerbevölkerung droht?**
2. **Welche Auswirkungen könnte dieser mögliche Abbau von Leistungen für die Bevölkerung und die Stadtverwaltung haben?**
3. **Welche Massnahmen gedenkt der Gemeinderat zu unternehmen, damit die kantonalen Sparmassnahmen im Bereich Spitex keine negativen Folgen für die Bevölkerung eintreten.**
4. **Die vorgesehenen Sparmassnahmen im Kanton haben Kostenfolgen für die Gemeinden in unserer Region.**
   Sind sich dies die Verantwortlichen des Vereins Seeland Biel-Bienne bewusst, dass die Gesundheitsversorgung gefährdet ist? Sind gemeinsame Aktionen geplant?
5. **Ist der Gemeinderat bereit, beim Regierungsrat des Kantons Bern zu intervenieren?**

Biel, den 22. August 2013

Martin Wiederkehr, SP/PSR - Fraktion